

***l'Anti*capitaliste**

n°603 | 17 février 2022 — 1,50 €

l'hebdomadaire du NPA ~ LANTICAPITALISTE.ORG

POUR CRIER NOTRE COLÈRE FACE À MACRON



PHILIPPE POUTOU
DOIT EN ÊTRE!

Dossier

**DANGEREUX BRUITS
DE BOTTES EN
UKRAINE**

Pages 6 et 7

ÉDITO

Non Gérald Darmanin,
ça ne va pas bien se passer
Page 2

PREMIER PLAN

Extrêmes droites: grandes
manœuvres et avis de vent
mauvais Page 3



ACTU INTERNATIONALE

Françafrique: ne dites pas à ma mère
que je suis Président, elle croit que je
suis VRP chez Total Page 5

LIBRE EXPRESSION

Quelle responsabilité des médias
dans la montée de l'extrême droite?
par Acrimed Page 12



édito

Par NOUVEAU PARTI ANTICAPITALISTE

Non Gérald Darmanin, ça ne va pas bien se passer

Interviewé sur BFM-TV par la journaliste Apolline de Malherbe le 8 février, le ministre de l'Intérieur Gérald Darmanin est apparu pour ce qu'il est : un vrai macho bien agressif quand sa domination est mise en défaut.

Alors que la journaliste l'interrogeait sur les mauvais résultats publiés par son ministère concernant notamment les agressions contre les personnes, le ministre, mis en difficulté, a agressé verbalement Apolline de Malherbe, lui intimant de « se calmer », et utilisant à plusieurs reprises l'expression « Ça va bien se passer ».

S'il n'est pas allé jusqu'à la traiter d'hystérique, c'est bien le même genre de stéréotype et de renversement de la responsabilité de l'agression qui était à l'œuvre. Il n'a pas hésité non plus à remettre en cause la légitimité de la journaliste. Face à cela, Apolline de Malherbe est restée calme sans toutefois se laisser faire, démontrant que des changements significatifs sont à l'œuvre dans la société. Invité le jeudi suivant sur LCI (et hop encore un peu de pub pour le gouvernement) Darmanin a exprimé de prétendus regrets... tout en expliquant qu'il ne voyait nullement de misogynie dans son attitude et ses propos, mais qu'en revanche le ton de la journaliste était « excessif ». Rien que ça. À l'heure de #Metoo, le calme n'est plus de mise : face à un ministre accusé par deux fois de viol et d'abus de pouvoir, le temps de la colère est venu ! Face à l'inaction du gouvernement et à ses mensonges sur la lutte contre les violences faites aux femmes, « grande cause du quinquennat », personne n'est dupe. Ce que les femmes et les minorisées de genre veulent, elles le gagneront par leur lutte !



DR

BIEN DIT

On a osé dire qu'il y avait des violences policières et du racisme en France, et depuis, je me fais attaquer en long, en large et en travers, comme si c'était interdit de le dire. Mais notre parole ne sera pas muselée.

ASSA TRAORÉ, Mediapart, 12 février 2022.

À la Une

« ORDRE RÉPUBLICAIN »

Le pouvoir redoute une explosion sociale pendant la campagne

Il était difficile de savoir, à l'avance, à quoi ressemblerait le « convoi de la liberté » qui s'est rendu à Paris vendredi et samedi derniers. Avec un mélange de revendications sociales (pouvoir d'achat, services publics, inégalités...), d'opposition aux mesures sanitaires autoritaires mais aussi des slogans flous autour de la « liberté » et, parfois, une opposition assumée à la vaccination, les « convois de la liberté » ont exprimé des dynamiques contradictoires. Mais le moins que l'on puisse dire est que la réponse du gouvernement a été limpide : interdictions, intimidation et répression. Confirmation supplémentaire du fait que le pouvoir redoute une explosion sociale pendant la campagne électorale.

Manifestation interdite à Paris, 7200 policiers et gendarmes déployés, des dizaines de barages routiers, des véhicules blindés autour des Champs-Élysées : on se serait cru revenu en arrière de quelques années, au plus fort du mouvement des Gilets jaunes, lorsque, chaque week-end, le pouvoir tentait, par des démonstrations de force, de faire taire la contestation sociale.

« Ordre républicain »

Au moins 97 interpellations ont été recensées le 12 février, dont celle de Jérôme Rodrigues, figure des Gilets jaunes, poursuivi pour « organisation d'une manifestation non autorisée », et plus de 300 personnes ont été verbalisées pour « participation à une manifestation non autorisée ». Fier de ce bilan, le sinistre Darmanin a pu déclarer : « Merci aux policiers et gendarmes mobilisés ce week-end à travers la France, et notamment à Paris, pour faire respecter l'ordre républicain et la liberté de circulation ». Celles et ceux qui se sont rendus sur les Champs-Élysées le 12 février ont pu mesurer ce que signifie « l'ordre républicain » pour Darmanin et les siens : des véhicules blindés, des unités de police et de gendarmerie équipées pour une guerre civile, et un air saturé de gaz lacrymogène. On ne s'attardera pas, en outre, à relever l'outrance que constitue l'emploi de l'expression « liberté de circulation » par un ministre de l'Intérieur qui n'a eu de cesse de mener la traque aux migrantEs et de durcir les conditions d'accueil en France. En revanche, ce que l'on



PHOTOOTHÈQUE ROUGE / MARTIN NODA / HANS LUCAS

peut constater, c'est qu'une fois de plus le pouvoir a fait le choix de mépris et délégitimer toute forme de contestation, et d'avoir recours à la manière forte pour faire taire les récalcitrants. Dire cela n'est pas exprimer un soutien inconditionnel à celles et ceux qui ont participé aux « convois de la liberté » et à l'ensemble de leurs revendications, a fortiori dans la mesure où la présence de courants antivax et complotistes d'extrême droite était notable dans certains endroits. Mais il n'en demeure pas moins que la réponse préventive brutale du pouvoir est un indicateur de l'air du temps : Macron et compagnie redoutent une explosion sociale de type « Gilets jaunes » pendant la campagne électorale. Et c'est sans doute pour les mêmes raisons qu'ils ne veulent pas d'un débat où serait présent Philippe Poutou...

Pour que le ras-le-bol de Macron puisse s'exprimer

Et le moins que l'on puisse dire est qu'ils ont raison. Après cinq ans de politiques antisociales, d'accroissement des inégalités, de mépris pour « ceux qui ne sont rien », de restriction des libertés individuelles et collectives, sans même parler de la gestion catastrophique de la crise sanitaire, la colère est bien là. Et on sent bien qu'il ne suffirait pas forcément de grand chose pour que le ras-le-bol de Macron et de ses politiques pour les riches s'exprime, y compris pendant la période électorale. Pour le dire simplement : nous le souhaitons, et ce serait même probablement le meilleur moyen de changer le climat global réactionnaire, raciste, comme on a pu le voir en janvier avec les mobilisations des personnels de l'éducation qui ont,

pendant quelques jours, été une véritable bouffée d'oxygène. C'est pourquoï, pour nous, la campagne présidentielle n'est pas une parenthèse dans la lutte des classes, bien au contraire. C'est pourquoi nous considérons que les élections ne sont pas une fin en soi mais un moment politique dont il s'agit de se saisir pour bousculer le train-train des partis institutionnels et pour faire entendre une autre voix que celle du bla-bla des politiciens professionnels : la voix de celles et ceux qui refusent de se résigner à l'ordre des choses, et qui veulent le faire savoir y compris dans les urnes. À ce titre, les luttes sociales ont toute leur place dans la campagne, et c'est pourquoi nous nous employons à les construire et les soutenir, en invitant des collectifs de lutte dans nos meetings, en organisant des visites de soutien à des salariéEs en bagarre, etc. Avec Philippe Poutou et le NPA, nous affirmons non seulement que ces luttes peuvent venir chambouler la présidentielle mais aussi que, si elles sont fortes, si elles convergent, elles peuvent et doivent poser le problème politique du pouvoir : la nécessité de se débarrasser de Macron et d'un personnel politique qui a pour seul objectif de servir les classes dominantes, voire d'écraser toute opposition comme voudrait le faire l'extrême droite raciste et autoritaire. Avec, à l'opposé, la nécessité d'imposer un pouvoir d'en bas, de celles et ceux qui produisent les richesses et font tourner la société, les exploités et les opprimés, pour en finir avec le capitalisme. J.S.

RELANCE DU NUCLÉAIRE ET ACCIDENT MAJEUR

Le premier facteur de risque, c'est Macron

Le 10 février à Belfort, Macron s'est auto-félicité du rachat de l'ex-branch nucléaire d'Alstom, bradée en 2014 à General Electric alors qu'il était ministre de l'Industrie. Ridicule !

Fébrile, il a décidé en solitaire un « plan pour l'avenir énergétique de la France » : développer les EnR¹, construire trois paires d'EPR et prolonger jusqu'à 60 ans et plus tous les réacteurs. Développer les EnR ? En dix ans, des 27 pays de l'UE, la France est le seul qui n'a pas atteint l'objectif fixé pour 2020 (19 % d'EnR au lieu de 23 %). Le candidat Macron de

2017 voulait déjà développer les EnR « pour réduire notre dépendance au nucléaire ». Le candidat Macron de 2022 décide au contraire de « relancer le nucléaire pour garantir notre indépendance énergétique ». Encore une fake news : 100 % de l'uranium est importé ! D'autant qu'un bilan sérieux du « cycle du combustible » montre que l'électricité nucléaire n'est pas « bas carbone ».

Le risque nucléaire ne protège pas du risque climatique

Cette politique erratique, irrationnelle, est surtout inefficace pour le climat. Car les chiffres le démontrent, face à l'urgence climatique le nucléaire est hors sujet : sur la planète, l'électricité ne pèse que 20 % de l'énergie, l'électricité d'origine nucléaire 2 % seulement² !

Le nucléaire est aussi hors délai : les réserves exploitables d'uranium seront épuisées en 2070... avant le pétrole. Et surtout, le nucléaire est hors de contrôle : les déchets, radioactifs 100 000 ans, prolifèrent ; avec 150 installations, notre pays est bien placé pour une prochaine catastrophe. Malgré les alertes des salariéEs³, Macron est aveuglé par un nucléaire prétendument « sûr »⁴. Les négationnistes⁵ nient deux risques majeurs : le vieillissement des installations (phénomène inéluctable) et les « facteurs humains » (80 % des incidents) à l'origine des accidents de Tchernobyl et Fukushima. Un défaut détecté sur l'EPR chinois, non résolu, repousse de 6 mois la mise en service de l'EPR de Flamanville. Mais Macron veut construire d'autres EPR. Un tiers du parc EDF est à l'arrêt, dont cinq réacteurs, les

Un monde à changer

MANIFESTATION POUR L'ARRÊT DES MÉGA-BASSINES À POITIERS.
Après des années de pseudo-concertation, le protocole devant faciliter la construction de dizaines de méga-bassines dans le bassin du Clain est un échec. Aucun consensus n'a été trouvé dans la Vienne et ne sera possible autour d'un tel projet d'accaparement de l'eau !
– Parce que les méga-bassines, en pompant dans les nappes phréatiques l'hiver, ne permettront pas la recharge de ces nappes et contribueront à l'assèchement des milieux humides ;
– Parce que ces projets, loin de servir à faire des économies d'eau et à permettre l'irrigation de cultures destinées à nourrir la population, doivent permettre de maintenir l'irrigation intensive de monocultures de maïs vouées, pour l'essentiel, à alimenter les marchés internationaux ;
– Parce que ces projets risquent de nuire à la qualité de ce bien commun et donc de limiter nos ressources en eau potable ;
– Parce qu'ils ne profiteront qu'à une poignée d'agro-industriels (grands propriétaires agricoles et firmes semencières), au détriment d'une majorité de paysans et de paysannes ;
– Parce que malgré l'absence d'une réelle utilité publique de ces projets, il est prévu que l'effort de financement repose sur nous

autres contribuables, via l'Agence de l'eau et la Région, à hauteur de 80 % !
Malgré le refus de plus en plus large de ces projets au sein de la société civile, la préfète de la Vienne et les Irrigants semblent vouloir prendre le risque de passer en force plutôt que de chercher des alternatives et le dialogue !
Au regard des dérogations délivrées par le préfet des Deux-Sèvres pour remplir la méga-bassine de Mauzé, et les conclusions du Varenne de l'eau présentées le 1^{er} février dernier, le président Macron et son gouvernement n'ont de toute évidence qu'un but : ouvrir les vannes à l'agriculture intensive ! C'est pourquoi il est urgent de réagir :
– Pour l'arrêt des projets des méga-bassines ;
– Pour un partage équitable et une protection de la qualité de l'eau ;
– Pour l'ouverture d'un dialogue démocratique sur les usages de ce bien commun.

**Manifestation le 19 février
à Poitiers, 11h, Pont Joubert.**

Adhérer n'est pas militer activement sur le terrain. Il n'empêche que le mouvement est notable. Les quelque 85 000 adhésions à « Reconquête ! » seraient réparties en trois tiers : des primo-militants ; des ex de l'UMP-LR ; des ex du FN-RN. Chacun y trouve son compte : candidat naturel de la droite pour celles et ceux qui ont « l'impression de revivre les années Sarkozy » ; ou « cure de jouvence » pour celles et ceux qui retrouvent leur militantisme de jeunesse au FN.

Ralliements opportunistes
Les ralliements à Zemmour, venus un par un du RN, sont plus opportunistes qu'idéologiques. Il suffit d'étudier le projet de référendum de Marine Le Pen avec un texte de loi sur l'immigration. Du concret et rien d'aseptisé. Certains y voient l'effet Zemmour et estiment que Marine Le Pen court après lui. C'est peut-être aussi le contraire. Les propositions de Reconquête ! sur la justice, l'immigration et l'économie sont quasi toutes déjà agitées par le RN. Là où les visites de Zemmour passent inaperçues, ou tournent au fiasco, celles de Marine Le Pen présentent le visage d'une candidature aimée par « les "petites gens" » (Robert Ménard sur BFM). Avec ses autobus customisés sillonnant les régions pour un objectif de « 5 000 marchés », la campagne de Marine Le Pen ne se limite pas aux comices

EXTRÊMES DROITES

Grandes manœuvres et avis de vent mauvais

Sans grande surprise, la candidature d'Éric Zemmour bouscule le paysage au-delà des extrêmes droites et percute la campagne de Marine Le Pen. Militantisme décomplexé d'un côté, implantation électorale de l'autre : les deux se nourrissent. Au-delà du mercato des renégats de dernière minute, la dynamique enclenchée pourrait, sans contre-offensive radicale de notre camp social, annoncer une période particulièrement difficile.

agricoles. Depuis Madrid, pour la suite du Sommet conservateur de Varsovie, Marine Le Pen a reçu le soutien de Viktor Orban : « J'espère que les Français éliront quelqu'un qui défend la famille, la chrétienté et s'oppose aux migrations. Marine Le Pen est ce genre de dirigeante ». Le soutien est aussi financier car le RN a trouvé un prêt de 10,6 millions d'euros auprès d'une banque hongroise.

Dialectique entre deux tendances
Il existe une divergence d'orientation entre « l'union des droites » et le « ni droite ni gauche ». Partisane de la deuxième option, Marine Le Pen cherche à parler aux classes populaires. Or elle voit dans les défections récentes « des gens qui depuis le début de la campagne

[lui] reprochent de faire du pouvoir d'achat une priorité ». Marine Le Pen cherche à se construire une assise populaire. Sur le fond, son programme économique ne se différencie pourtant guère de Zemmour. Marine Le Pen gagne même des points dans les milieux patronaux avec une modulation de sa mesure phare de retraite à 60 ans, un refus de la hausse du SMIC et la multiplication des promesses d'exonération de charges patronales. Enrobé dans une démagogie nationaliste qui vise à « ne pas taxer l'enracinement mais taxer la spéculation », son programme économique, censé parler à un « bloc populaire » (selon Alain de Benoist), est une vaste supercherie. Il faut toujours le marteler. Nous sommes face à deux types de menaces. Avec Reconquête !,

un dynamisme militant sur fond de discours décomplexé, alliant un large spectre droite extrême/ extrêmes droites, préfigurant un bloc nationaliste à l'offensive. Du côté de Marine Le Pen, une « force tranquille », qui opérerait une synthèse entre national et social, en renforçant son influence dans les couches populaires. Ces deux tendances aujourd'hui concurrentes pourraient se combiner. Il s'agit donc de comprendre la dialectique entre les deux, en envisageant tous les cas de figures à venir, sans faire l'erreur de se focaliser sur Zemmour au risque d'enterrer trop vite la campagne de Marine Le Pen. Seule un intense travail unitaire pour analyser la situation et préparer les luttes de demain fera tourner ce vent mauvais.

Commission nationale antifasciste



WIKIMEDIA COMMONS

plus récents, pour tuyauteries corrodées (centrales de Civaux, Chooz et Penly). Mais Macron veut prolonger les plus anciens. En « jupitérien » irresponsable, Macron devient le principal facteur de risque nucléaire en France et dans le monde. Face à ce danger grave et imminent, le NPA oppose la seule politique énergétique responsable : une société décarbonée et dénucléarisée.

Pour un monopole public de l'énergie, secteur « essentiel »
Le « quoi qu'il en coûte » est terminé... sauf pour le nucléaire, qui pompe des dizaines de milliards de fonds publics. Quant aux dividendes versés aux actionnaires EDF (22 milliards d'euros en 13 ans), ils auraient été bien utiles pour développer les EnR. Une planification écosocialiste (anticipation, délibération démocratique sur les choix sociaux et politiques) prendrait des mesures immédiates :
– abroger les dispositifs de « libre concurrence » : loi Pacte, loi NOME... et l'accès régulé à l'électricité nucléaire historique (ARENH), système quasi mafieux qui brade aux requins du privé la production électrique des centrales EDF à un tarif privilégié (42 euros/MWh), inférieur au prix de revient (60 à 120 €/MWh) ⁶ ;

– arrêter sous 10 ans le nucléaire civil : le scénario du NPA (141 TWh de réduction de consommation et 189 TWh de développement des EnR) permet de couvrir les besoins ;
– placer le secteur de l'énergie sous contrôle total des salariéEs et usagerEs sans indemnités ni rachat, en monopole public pour décider des besoins prioritaires.

La révolution énergétique, écosocialiste, est incontournable
Notre logique repose sur deux principes :
– l'énergie la moins dangereuse, la moins carbonée et la moins chère est celle qu'on ne consomme pas. La sobriété est le principal gisement de ressources énergétiques, qui reste à exploiter : arrêt des gabegies, du tout-auto, des gadgets inutiles, de l'obsolescence programmée... au profit d'appareils sobres en énergie, de

l'isolation thermique, de la maîtrise de l'éclairage public, d'une politique de transports cohérente et efficace ;
– l'énergie socialement nécessaire peut et doit être couverte en quasi-totalité par des EnR, en préservant les ressources naturelles et la biodiversité : passer d'une énergie de stock (nucléaire, fossiles) à une énergie de flux (EnR). Pour cette rupture anticapitaliste, écosocialiste, on doit désormais compter avec les mobilisations de la jeunesse et les peuples du monde entier.
Commission nationale écologie
1 – Énergies renouvelables
2 – Production électrique mondiale 2021 : nucléaire 10 %, renouvelables 26 %, fossiles 64 %
3 – EDF-Tricastin
4 – Médiapart-ADEME (11/02/2022)
5 – Voir l'Anticapitaliste n°592
6 – Cour des comptes
7 – Médiapart-ADEME (11/02/2022)

Le chiffre

4,28 milliards

C'est, en euros, le chiffre d'affaires d'Orpea, exploitant d'Ehpad, pour l'année 2021. Soit une hausse de 9,2 % par rapport à l'année dernière. Au cœur du scandale du livre les Fossoyeurs, Orpea continue donc de brasser des milliards sur le dos de nos ancienEs. Alors nous continuerons de le répéter : nos mamies valent plus que leurs profits !



Agenda

Tous les vendredis, minute de silence pour dénoncer la mort programmée de l'hôpital public.
À 14 h (rdv à 13 h45), à l'appel du collectif inter-hôpitaux, partout en France, nombreux et nombreuses hospitalierEs se retrouvent devant leur hôpital pour protester en silence contre la casse de l'hôpital public. Ils et elles appellent les usagerEs à les rejoindre.

Samedi 5 mars, rencontre de La Brèche sur l'afrofémisme, Paris 12^e. À 17 h 30, à la librairie La Brèche, 27, rue Taine. Rencontre avec Fania Noël, autrice de *Et maintenant le pouvoir*, membre du collectif Mwasi, cofondatrice de la revue *AssiégéEs* et l'une des militantes qui ont lancé le mouvement afrofémiste en France dans les années 2010.

Samedi 19 mars, manifestation nationale à Paris contre le racisme et les violences d'État.

À SUIVRE SUR
lanticapitaliste.org
nouveau partiantcapitaliste.org

NO COMMENT

*J'en ai assez des
donneurs de leçons
qui veulent la mort
des bons vivants.*

FABIEN ROUSSEL, la Dépêche, 7 février 2022.

l'Anticapitaliste l'hebdo du NPA

Rédaction :
0148 70 42 27
redaction@npa2009.org

Diffusion :
0148 70 42 31
diffusion.presse@npa2009.org

Administration :
0148 70 42 28
2, rue Richard-Lenoir,
93108 Montreuil Cedex

Numéro ISSN :
2269-3696

Commission paritaire :
0419 P 11508

Société éditrice :
Nouvelle Société de
presse, d'audiovisuel et
de communication.
SARL au capital
de 3500 € (durée 60 ans).

Tirage :
6 500 exemplaires

**Directeur
de publication :**
Julien Salingue

**Secrétaire
de rédaction :**
Julien Salingue

Maquette :
Ambre Bragard

Impression :
Rotographie, Montreuil-
sous-Bois
Tél. : 0148 70 42 22
Fax : 0148 59 23 28
Mail : rotoimp@wanadoo.fr

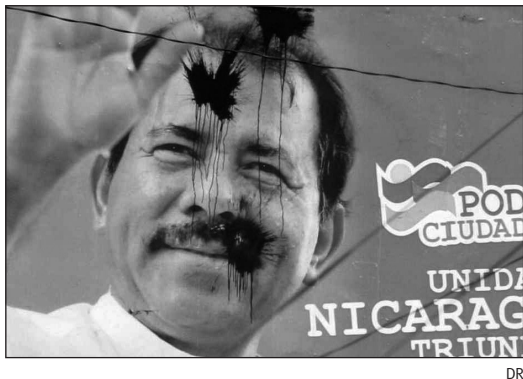


NICARAGUA

La dictature frappe de plus en plus fort

Depuis le 31 janvier, se sont ouverts les procès des prisonnierEs politiques incarcérés au printemps dernier dans le cadre de la préparation des élections générales (présidentielle et législatives) du 7 novembre 2021.

En deux vagues successives, touTEs les dirigeantEs politiques et possibles candidatEs d'opposition jugés trop dangereux pour le caudillo Ortega avaient été mis hors d'état de nuire au régime. DétenuEs depuis mai 2021 dans des conditions inhumaines, au secret, ces opposantEs sont aujourd'hui présentés à des juges aux ordres, disposés à entériner les lourdes peines (jusqu'à 15 ans de prison) requises par le ministère public. Les conditions de leur arrestation, comme celles de leur détention et maintenant de leur jugement, sont autant de défis à la justice. Les procès sont menés en violation des droits constitutionnels, des règles de procédure et du droit à un procès équitable et à une défense.



«Nous exigeons l'arrêt de cette farce judiciaire»

Plusieurs détenuEs ont d'ores et déjà été condamnés, en application de la loi 1055 de «*Défense des droits du peuple à l'indépendance, à la souveraineté et à l'autodétermination pour la paix*», adoptée fin 2020, et dont le seul intitulé permet de comprendre qu'elle autorise des poursuites, et justifie par avance de lourdes condamnations, de quiconque oserait critiquer ouvertement le régime. Dora María Téllez vient d'être condamnée à 15 ans de prison. Ancienne commandante guérillera et ex-ministre de la Santé pendant la révolution sandiniste, elle avait, entre autres choses, participé en 1978 à la prise du Palais national, une action qui en plus de permettre la libération d'une soixantaine de prisonniers politiques avait donné une visibilité internationale à la lutte contre la dictature dynastique de la famille Somoza. De lourdes peines ont également été prononcées contre neuf autres détenuEs : le leader étudiant Lesther Alemán, les activistes sociaux Muhamar Vado et Yader Parajón, Donald Alvarenga, Douglas Cerros, Alexis Peralta, la militante des droits humains Ana Margarita Vijil, l'ex-députée Maria Fernanda Flores et Miguel Mora, journaliste et directeur de la chaîne de télévision 100 % Noticias. Ce dernier avait déjà été incarcéré en décembre 2018, lorsque la police avait pris d'assaut les locaux de 100 % Noticias et, en mars 2019, il avait bénéficié, avec plusieurs centaines de prisonnierEs politiques, d'une «amnistie» fruit d'accords signés avec le gouvernement en présence des représentants du Vatican et de l'OEA.

Nous exigeons l'arrêt de cette farce judiciaire, la libération immédiate et sans conditions de touTEs les prisonnierEs politiques et l'abrogation des lois iniques au nom desquelles sont engagées les poursuites et prononcées les condamnations. Nous exprimons notre solidarité, et notre sympathie, aux familles et aux amiEs des prisonnierEs, et à tous les NicaraguayenEs qui, dans des conditions chaque jour plus difficiles, poursuivent leur combat contre la dictature.

Nous appelons toutes les forces représentatives de la société française, partis, syndicats et ONG à protester auprès du gouvernement nicaraguayen et à dénoncer cette parodie de justice.

Le Collectif de solidarité avec le peuple du Nicaragua

ÉTATS-UNIS

Les Républicains, divisés par Trump, continuent d'aller vers la droite

L'ancien président Donald Trump est sur les routes, et fait campagne pour des candidats de droite en Arizona, au Texas et en Caroline du Sud, dans l'espoir de renforcer son emprise sur le Parti républicain, de l'aider à remporter les élections de mi-mandat de novembre et de consolider le soutien à sa campagne présidentielle de 2024. Mais il se heurte désormais à l'opposition des dirigeants de son propre parti.

Plusieurs incidents ont démontré, la semaine dernière, les problèmes des Républicains. Tout d'abord, le Comité national républicain (RNC) s'est réuni et a pris position sur l'insurrection du 6 janvier 2021 et l'enquête menée par la Chambre des représentants des États-Unis. Le RNC a voté la censure de deux Républicains, Liz Cheney et Adam Kinzinger, pour avoir «participé à une persécution menée par les Démocrates contre des citoyens ordinaires engagés derrière un discours politique légitime». La censure extraordinaire de ses propres membres et le langage qualifiant l'insurrection de «discours politique légitime» ont choqué des politiciens des deux partis et une grande partie du public.

Le spectre du 6 janvier 2021

Mitch McConnell, leader républicain du Sénat américain, qui a évité tout conflit avec Trump, a vivement réagi au RNC, décrivant le 6 janvier comme une «insurrection violente dans le but d'essayer d'empêcher le transfert pacifique du pouvoir». Trump a immédiatement déclaré : «Mitch McConnell ne parle pas au nom du Parti républicain, et ne représente pas l'opinion de la grande majorité de ses électeurs.» Ce dernier point est vrai. Plus de 70 % des électeurs républicains pensent que l'élection de 2020 était frauduleuse et que Trump devrait



WIKIMEDIA COMMONS

être président. Trump a été acclamé, lors des rassemblements, lorsqu'il a déclaré qu'il gracierait les personnes condamnées et emprisonnées pour leur rôle dans l'insurrection, comme certains l'ont été.

Les mêmes jours que la réunion du RNC, l'ancien vice-président Mike Pence, qui a servi avec Trump et était considéré comme son chien de compagnie, a pour la première fois rompu avec son ancien maître. Trump a affirmé que Pence, qui a supervisé le vote du collège électoral, aurait pu et dû déclarer Trump vainqueur de l'élection de 2020. S'exprimant devant la Société fédéraliste conservatrice de Floride, Pence a déclaré : «Le président Trump a tort. Je n'avais pas le droit d'annuler l'élection. La

présidence appartient au peuple américain et au peuple américain seul. Et franchement, il n'y a pas d'idée plus anti-américaine que celle selon laquelle une personne pourrait, seule, choisir le président américain.»

Le Convoi de la liberté

Les Républicains ne sont pas seulement divisés sur Trump, mais aussi sur la crise ukrainienne dans la foulée du renforcement massif des troupes de la Russie aux frontières de son voisin. En tant que président, Trump avait exprimé son admiration pour le leader autoritaire et de droite russe Vladimir Poutine et, tout en couvrant la Russie, Trump a malmené le président ukrainien Volodymyr Zelensky pour tenter

SUISSE Défendre les retraites contre AVS21

Depuis plusieurs années, solidaritéS dénonce les inégalités inhérentes au système de retraite suisse et lutte pour de meilleures rentes. Cette année, nous devons pouvoir défendre un Non solide au projet de contre-réforme AVS21.

L'AVS [Assurance-vieillesse et survivants] n'est pas en danger, elle est bénéficiaire. En 2020, les finances de l'AVS ont bouclé sur un bénéfice de 1,9 milliard de francs [1,8 milliard d'euros]. Sa fortune se monte à plus de 47 milliards [44,8 milliards d'euros]. Depuis 1975, les cotisations paritaires sont restées stables. À noter que l'AVS serait encore plus riche si l'égalité salariale était respectée ! Là où le bât blesse, c'est que de nombreux retraitéEs ne touchent pas la rente minimum de 2390 francs [2280 euros]. Celle-ci ne permet pas de couvrir les besoins vitaux, contrairement à ce qui est prévu dans la Constitution fédérale. Nous revendiquons donc une hausse des rentes, non pas l'augmentation de l'âge de la retraite !

Lutter contre le chômage

Les mêmes milieux qui veulent augmenter l'âge de la retraite licencient ou n'engagent pas les personnes âgées de 50 ans et plus. Ces personnes attendront donc une année supplémentaire avant de toucher leur retraite et les jeunes qui peinent à trouver un premier emploi devront aussi attendre davantage.



DR

Refuser AVS 21, c'est également lutter contre le chômage !

Contre une flexibilisation anti-sociale de l'âge de la retraite

La flexibilisation prévue de l'âge de la retraite (entre 63 et 70 ans) va renforcer les inégalités : ce sont les personnes les mieux payées qui pourront quitter leur travail dès 63 ans, car elles seront en mesure d'assumer la baisse de rente que cela implique. Par contre, les personnes qui ont des bas salaires, des temps partiels, souvent les emplois les plus pénibles, devront travailler jusqu'au bout. Elles n'auront pas le choix, malgré la pénibilité de leur travail et une espérance de vie qui diminuera d'autant. Nous

revendiquons une diminution générale de l'âge de la retraite !

Pour une AVS renforcée qui tienne compte des différents parcours de vie

Le système de retraite, en particulier le 2^e pilier ne prend pas en compte les parcours professionnels des personnes précarisées ou qui interrompent pendant un certain temps leur carrière, par exemple pour effectuer des tâches non rémunérées et pourtant indispensables (care). Ce sont majoritairement les femmes qui arrêtent de travailler ou qui prennent des temps partiels. L'AVS prévoit bien un bonus éducatif et le splitting [partage des revenus] pour les couples mariés, mais cela ne compense pas le manque de cotisations qui fait que bon nombre de femmes ne touchent pas une rente AVS entière, sans parler du 2^e pilier encore plus pénalisant. Nous nous battons pour le renforcement de l'AVS !

Travaillons moins pour notre santé et la planète

Le financement actuel de l'AVS par les cotisations paritaires (salariales et patronales) ne reflète pas l'énorme quantité de biens et services produits, et ceci pour plusieurs

d'obtenir des informations sur les transactions commerciales ukrainiennes de Hunter Biden, le fils de Joe Biden. Il n'est pas surprenant que certains Républicains aient adopté l'attitude pro-russe de Trump, si bien qu'aujourd'hui, alors que certains Républicains demandent à Biden de prendre des mesures plus fermes contre la Russie, d'autres soutiennent que la Russie est injustement persécutée. Le convoi canadien pour la liberté, les manifestations d'extrême droite contre l'obligation vaccinale qui ont occupé et paralysé plusieurs villes et bloqué des ponts internationaux, entraînant la fermeture de plusieurs usines automobiles, ont également divisé les Républicains, qui sont habituellement de farouches défenseurs des entreprises et de puissants opposants à la contestation sociale. Mais un certain nombre de législateurs républicains, comme le sénateur du Texas Ted Cruz et le gouverneur de Floride Ron DeSantis, se sont ralliés au Convoi de la liberté, qui indique à la droite comment montrer ses muscles.

Les Démocrates, les progressistes et la gauche sont ravis de voir les dirigeants républicains se battre entre eux et espèrent que cela affaiblira leur parti, mais le mouvement continu vers la droite de Trump, de nombreux dirigeants républicains et de la base du parti, y compris ses partisans blancs de la classe ouvrière, reste un énorme problème. L'élection de Démocrates peut ralentir les choses, mais la gauche au Canada et aux États-Unis a besoin de son propre équivalent du convoi de la liberté pour apporter un changement politique.

Dan La Botz, traduction J.S.

raisons : la sous-évaluation des travaux que le marché ne rémunère pas ou très peu (notamment le travail domestique et de soin, effectué en grande majorité par les femmes et les personnes racisées), le trop faible montant cotisé par les hauts revenus, ainsi que la soustraction aux cotisations des profits. Une partie de la richesse produite échappe donc aux caisses de l'AVS. Le capitalisme démontre donc une nouvelle fois que malgré un système de production effréné, il n'est pas en mesure de garantir des conditions de vie dignes, en l'occurrence une retraite longue et en bonne santé et des rentes dignes pour touTEs.

Un autre système, féministe et écosocialiste, est possible. Un système où le travail est équitablement réparti et où l'âge de la retraite est déterminé en fonction de la quantité de travail nécessaire à ce que la collectivité décide de produire, dans le respect des capacités planétaires. Ce système de production implique une diminution de l'âge de départ à la retraite et plus généralement une réduction massive du temps de travail et des revenus dignes tout au long de la vie.

Claire Martenot et Teo Frei

Publié dans le n°401 de *solidaritéS* (Suisse)

FRANÇA AFRIQUE Ne dites pas à ma mère que je suis Président, elle croit que je suis VRP chez Total

Ce programme pétrolier est une véritable menace pour l'environnement. Il entraîne un surplus d'émissions de CO₂ de 34,3 millions de tonnes par an et menace une des plus grandes réserves d'eau douce du continent africain.

Un scandale écologique et social

La moindre fuite aurait des conséquences catastrophiques pour les populations notamment sur le flanc du bassin du Nil blanc. Les lieux de forages et le tracé du pipeline se situent dans des parcs nationaux, des réserves forestières, des zones humides et dans des zones de mangrove. Dans ces espaces vivent des espèces animales menacées. En plus des risques de fuites, le trafic incessant des supers tankers le long des côtes tanzaniennes, sera préjudiciable pour l'écosystème de l'océan notamment le récif corailien. L'expérience du Nigeria est révélatrice, l'absence d'entretien des oléoducs par les compagnies pétrolières est source de pollution récurrente d'hydrocarbure dans la région du Delta. Avec une extraction valorisée à 11 dollars le baril, il sera plus rentable d'ignorer les fuites plutôt que maintenir un entretien minutieux des 1500 kilomètres de canalisations. À cause de ce projet, les populations commencent à être chassées de leur lieu de vie et de travail. C'est près de cent mille personnes en Ouganda et en Tanzanie qui vont être expulsées. Certaines victimes attendent toujours les indemnités promises. Les lieux de production et de circulation du pétrole sont considérés comme stratégiques et potentiellement générateurs de violence. Les autorités ougandaises

Total Energies s'est engagé dans deux projets pétroliers complémentaires en Ouganda et en Tanzanie. L'un appelé Tilenga, constitué de 400 forages au bord du lac Albert, et l'autre EACOP (East Africa Crude Oil Pipeline) pour l'acheminement par pipeline de 216 000 barils de pétrole/jour jusqu'au port de Tanga en Tanzanie, soit près de 1500 kilomètres.



WIKIMEDIA COMMONS

avec l'aide de la France sont en train de se doter d'une police pétrolière en charge de la sécurisation des installations. Cette police commence déjà ces méfaits avec des menaces contre les organisations de la société civile, et du harcèlement des représentantEs des communautés. Une police qui accompagne systématiquement les représentants de Total lors de ses visites des populations, un moyen comme un autre d'intimidation.

Dis-moi qui tu soutiens et je te dirai qui tu es

Le projet est combattu tant en Afrique qu'en France, notamment par des associations comme les Amis de la Terre et Survie. Une procédure judiciaire a été diligentée en vertu de la loi de 2007 sur le devoir de vigilance qui incombe aux multinationales. Le débat a

porté pour l'instant sur la juridiction compétente. Dans le même temps, les médiateurs de l'ONU ont été saisis et les mobilisations s'organisent parmi les populations dans des conditions difficiles. En effet, le pouvoir est particulièrement répressif, Yoweri Museveni, le président ougandais, en est à son sixième mandat grâce aux fraudes électorales, aux tripatouillages de la Constitution et à la répression. Dernier exemple en date, la nomination, à la tête de la police du pays, du général Abel Kandiho, tortionnaire avéré et inscrit sur la liste noire des USA. Même des institutions financières comme Barclays, la BNP Paribas, le Crédit agricole, HSBC, la Société générale, la BAD (Banque africaine de développement) ne souhaitent pas être mêlées à ce projet. Cela ne gêne pas vraiment Total, habitué

à faire du business avec les pires dictatures, c'est un peu son ADN. D'ailleurs, il a fallu 20 ans pour que la multinationale se retire de la Birmanie. Elle peut compter sur un soutien de poids : l'État français en la personne de son président. En plus des hauts cadres de l'administration dont certains sont passés par Total, Macron affiche discrètement un soutien sans faille à ce projet. Certes il a fait des grandes déclarations à la COP21 mais qui peut encore croire les « bla bla » des dirigeants de la planète. Certes la France a signé l'accord qui stoppe tout financement public à l'étranger des projets d'énergies fossiles mais cet accord prendra effet à la fin de l'année 2022. Alors d'ici là il en profite. En mai 2021, Macron envoyait un message de félicitation pour l'élection de Yoweri Museveni tout en lui rappelant l'intérêt qu'il portait au projet pétrolier de Total. Le pillage des ressources africaines, en dépit de l'environnement et du bien-être des populations, plus la complicité avec les dictatures à l'étranger, plus l'exploitation des salariéEs des entreprises de sous-traitance en France, plus 16 milliards de bénéfices dont la moitié pour les actionnaires au détriment d'investissements dans les énergies renouvelables, plus le paiement en France d'impôts dérisoires au vu des profits réalisés : c'est bien le Total de ce que nous combattons avec... énergie.
 Paul Martial

BELGIQUE Contre Alibaba et son monde

Pourquoi ? Parce que cette centrale constitue le cœur battant d'une frénésie suicidaire : l'extension de l'aéroport de Liège. Depuis le contrat passé avec le géant Alibaba en 2018 (souvent présenté comme l'équivalent chinois d'Amazon), les projets les plus fous s'empilent les uns sur les autres, condamnant jusqu'au dernier brin d'herbe. Il y a, bien sûr, le premier entrepôt d'Alibaba, mis en service en novembre dernier : il recouvre à lui seul 33 000 m², avec l'ambition assumée de quadrupler ce score morbide. Mais il faut aussi citer la nouvelle route qui encercle tout le site, la nouvelle cuve à kérosène (l'ancienne était trop petite, voyez-vous...), et maintenant, le projet d'agrandissement du pipeline, la piste à agrandir... s'arrêteront-ils avant d'avoir artificialisé tous les sols de Wallonie ?

Un projet anti-écologique

Chaque année, Liège Airport se gargarise de ses nouveaux records, qu'il compte en tonnes de marchandises transportées. Mais n'oubliez pas, quand vous recevez votre colis, de mettre le carton dans la poubelle jaune et le plastique dans la poubelle bleue... Une étude publiée par le climatologue Pierre Ozier a même établi qu'à lui tout seul, l'aéroport de Liège a anéanti toutes les réductions

À Liège, la mobilisation contre le géant Alibaba vient de passer un nouveau palier. Lundi 7 février au matin, une petite centaine d'activistes, conduits par le collectif Stop Alibaba & co, sont entrés dans la centrale à béton de Bierset, munis de banderoles et d'armlocks, pour s'enchaîner aux grilles de l'entrée et à la bétonnière. Ils et elles y sont restés de 5h à 16h, sous un soleil glacial, empêchant toute activité pour la journée.

de gaz à effet de serre décidées ici et là par la région wallonne entre 2013 et 2018. Cela sans même parler de l'imperméabilisation, qui fait grincer des dents dans une région qui se relève à peine des inondations de cet été, ou des nuisances sonores, qui réveillent d'ores et déjà le voisinage tous les jours, à six heures du matin dans le meilleur des cas. Mais – répondent tous les soutiens d'Alibaba et de ses comparses, les larmes aux yeux – pour cette pauvre petite Wallonie appauvrie et désindustrialisée, le développement économique ne justifie-t-il pas quelques entorses aux engagements pris ? Alibaba emploie en effet un peu plus de 200 personnes dans son premier entrepôt, et promet d'en employer, « à terme », 900 directement et 3 000 indirectement. Des chiffres qu'on nous invite à croire sans poser de questions ; et surtout pas sur la durabilité de ces emplois, ou sur les conditions de travail. Comme toujours, nous sommes priés de bien vouloir écarter ces viles pré-occupations, pour nous taire et

nous agenouiller en entendant les mots « création d'emplois ». Il y a pourtant une contradiction évidente dans cet argument : puisque les activités d'Alibaba ne répondent qu'à des besoins qui sont déjà comblés, les emplois créés ici ne peuvent qu'en remplacer d'autres là... sauf à réduire le temps de travail, mais cela ne semble pas être à l'ordre du jour.

Créations d'emplois, vraiment ?

Or, les marchandises qui transitent par l'entrepôt de Liège viennent pour une immense majorité d'Asie, où elles sont produites dans les conditions effroyables qu'on sait – les défenseurs d'Alibaba soutiennent que son implantation à Liège permettra tout autant aux entreprises belges de commercer en Chine, mais partons du principe que nous sommes ici entre gens sérieux. On voit donc mal comment un tel projet pourrait créer plus d'emplois qu'il n'en détruit. Une note d'analyse¹ publiée en 2019 par le secrétaire d'État français au numérique, Mounir Mahjoubi – qui n'est pas précisément une figure de

proue de l'écosocialisme – montrait même que pour chaque nouvel emploi dans le cybercommerce, deux disparaissaient... Reste l'argument final, celui de la résignation : « *Qu'est-ce que l'économie locale aurait eu comme bénéfices si le hub avait été, et croyez-moi, il y en a qui ont essayé, juste à la frontière hollandaise ou allemande ou encore un peu plus loin à Paris ? L'économie locale n'en aurait pas bénéficié* » selon Jean-Luc Crucke, ancien ministre wallon en charge des aéroports. En effet. Mais croit-il sérieusement que, en nous opposant au projet, nous demandons simplement à ce qu'il soit décalé dans un pays voisin ? Qu'il se rassure : nous avons toute confiance en la combativité des NéerlandaisES, des AllemandES et des FrançaisES pour empêcher qu'il ne se fasse chez eux quand nous l'aurons stoppé ici. Et au besoin, nous viendrons avec plaisir leur donner un petit coup de main.

1 – <https://d.mounirmahjoubi.fr/AmazonVerslinfiniEtPoleEmploi.pdf>

AFGHANISTAN Punir les Talibans en affamant 23 millions d'habitantEs ?

Les sanctions économiques sont devenues, ces dernières années, l'un des outils les plus importants de la politique étrangère des États-Unis. Il y a actuellement plus de 20 pays soumis à diverses sanctions de la part du gouvernement étatsunien. Parmi eux, l'Afghanistan.

Si davantage d'habitantEs des États-Unis savaient combien de civils innocents meurent réellement à cause de ces sanctions, les pires d'entre elles seraient-elles autorisées ?

Terrible coût humain des sanctions

Selon les prévisions pour l'hiver, 22,8 millions de personnes seront confrontées à des « niveaux élevés d'insécurité alimentaire aiguë ». Cela représente 55 % de la population afghane, le chiffre le plus élevé jamais enregistré dans le pays. On estime qu'un million d'enfants souffrent de « malnutrition aiguë sévère » cette année. Les enfants souffrant de malnutrition sont plus susceptibles de mourir d'autres maladies, même s'ils reçoivent suffisamment de calories et de nutriments pour survivre. Selon le Programme alimentaire mondial des Nations unies, 98 % de la population ne reçoit déjà pas assez de nourriture. La sanction la plus importante et la plus destructrice à laquelle l'Afghanistan est actuellement confronté est la saisie de plus de 9 milliards de dollars d'actifs du pays qui sont détenus par la Réserve fédérale des États-Unis (FED). Cela équivaut à environ 40 % de l'économie afghane et à environ 14 mois d'importations du pays, notamment de nourriture, de médicaments et d'infrastructures essentielles à la santé publique. Mais l'impact de cette perte d'actifs de la Banque centrale s'avère bien plus meurtrier que la perte d'importations essentielles. Les actifs confisqués sont en dollars ; les pays, en général, ont besoin de ces réserves internationales en devises fortes afin de maintenir un système financier et une économie stables. Depuis le gel des réserves de l'Afghanistan, « les pénuries de liquidités et la perte des relations avec les correspondants bancaires ont paralysé les banques afghanes », rapporte le Fonds monétaire international (octobre 2021). Les rapports de presse sur le terrain décrivent le coût humain terrible des perturbations qui résultent de la perte de ces réserves : des mères désespérées cherchant des médicaments pour leurs enfants émaciés, un nombre croissant de personnes sans revenu, des agriculteurs renonçant à travailler leurs terres.

Punition collective immorale

La monnaie afghane s'est dépréciée de plus de 25 % depuis le mois d'août 2021, rendant le prix des denrées alimentaires et d'autres produits essentiels hors de portée de nombreux habitantEs de ce qui était déjà le pays le plus pauvre d'Asie. Les banques ont imposé une limite de 400 dollars pour les retraits d'espèces, ainsi que des restrictions qui empêchent les entreprises d'honorer leurs salaires. Cela pousse davantage de personnes au chômage et à la faim. Washington et ses alliés ont fait valoir que les sanctions sont une réponse nécessaire aux violations des droits humains commises par les Talibans, notamment la répression des femmes. Mais ce sont les personnes, en particulier les plus pauvres, qui en paient le prix. Combien de dizaines ou de centaines de milliers de femmes et de jeunes filles faut-il sacrifier pour punir les talibans ? Les gouvernements occidentaux, menés par les États-Unis comme pendant 20 ans de guerre, n'obtiendront probablement aucune concession des Talibans en détruisant l'économie afghane. Mais un prix énorme sera payé par des millions d'innocentEs, dont beaucoup mourront, car la nourriture, les soins de santé, l'emploi et les revenus se feront de plus en plus rares. Cette punition collective est atrocement injuste et immorale. L'administration Biden peut supprimer d'un simple trait de plume le principal facteur contribuant à cette situation. Elle devrait le faire immédiatement, avant qu'il ne soit trop tard.
 Mark Weisbrot, traduction À l'Encontre

CONTRE L'ESCALADE MILITAIRE DE L'OTAN ET DE LA RUSSIE EN EUROPE DE L'EST

Extraits d'une déclaration du bureau de la IV^e Internationale.

Malgré l'agressivité de Biden et de l'Otan, les puissances européennes sont divisées sur la conduite à tenir. Alors que certains pays comme la France et l'Allemagne sont très réticents à s'engager dans la dissuasion militaire, l'attitude servile du gouvernement espagnol « progressiste » est particulièrement pathétique. Logiquement, l'Allemagne est un pays clé dans ce scénario, car sa vulnérabilité économique et sa dépendance énergétique vis-à-vis de la Russie sont énormes.

À propos des menaces de «sanctions» par Biden

M. Biden brandit la menace de sanctions inédites, telles que l'exclusion de la Russie du système mondial de paiement SWIFT ou la fermeture du gazoduc Nord Stream 2, ce à quoi M. Poutine répond que cela signifierait la « rupture totale des relations » avec les États-Unis. Si la Russie, qui augmente délibérément le prix de ses exportations de gaz vers l'Europe en tant que mesure de pression géopolitique depuis des mois, devait décider soit d'augmenter encore le prix, soit de couper directement les approvisionnements, nous parlons d'une réduction drastique de l'activité industrielle et de l'approvisionnement en électricité et en chauffage d'une grande partie de l'Europe centrale, avec l'impact socio-économique qui en résulterait, qui serait sans aucun doute dramatique. D'autre part, si la Russie devait être exclue du système SWIFT, les 56 milliards de dollars d'actifs financiers occidentaux et les 310 milliards d'euros placés dans des entreprises russes seraient très probablement gravement compromis par un ciblage immédiat de la réponse russe (en fait, même certains responsables occidentaux déclarent que ce n'est pas réaliste). Il ne fait aucun doute qu'une guerre énergétique, financière et commerciale de ce calibre serait mortelle pour une économie mondiale traînant deux ans de pandémie et tous les effets déstabilisants accumulés pendant quarante ans d'onde longue récessive, de financiarisation et de déréglementation néolibérale et, *last but not least*, elle favoriserait un nouveau rapprochement géo-économique et géopolitique entre la Russie et la Chine, le plus grand cauchemar imaginable pour les stratèges de Washington.

Incertitudes de la situation

Les autorités américaines et britanniques ordonnent à leurs citoyens de quitter l'Ukraine, invoquant le risque d'une invasion russe du pays. Ces actions contribuent à créer une psychose de guerre et à rendre la situation encore plus tendue. Toutefois, l'Allemagne a opposé son veto à la livraison d'armes de l'ancienne RDA (Allemagne de l'Est) à l'Ukraine, livraison souhaitée par certaines républiques baltes.

Les vols militaires britanniques transportant des armes vers l'Ukraine évitent ces jours-ci de survoler le territoire allemand. Paradoxalement, les rares commentaires sensés sur la situation actuelle n'émanent pas de politiciens ou de journalistes, mais de certains militaires : « *Les médias mettent de l'huile sur le feu d'un conflit, j'ai l'impression que personne ne se rend compte de ce que signifie réellement une guerre* », déclare le général Harald Kujat, ancien inspecteur général de la Bundeswehr. « *Il n'est pas possible que nous ne parlions que de la guerre au lieu de savoir comment l'empêcher* ».

La situation politique russe et les intentions de Poutine

La Russie, avec un budget militaire équivalent à 3% des dépenses militaires mondiales (n'oublions pas que nous parlons de la deuxième armée conventionnelle du monde, de forces terrestres équivalentes à celles des États-Unis et d'un arsenal nucléaire presque équivalent à celui des États-Unis), joue un jeu de déstabilisation très dangereux dans un contexte de division stratégique et de crise interne à l'Otan, qui pourrait provoquer une réaction très agressive de cette alliance militaire. La politique étrangère de la Russie est indubitablement réactionnaire, contrairement aux affirmations des campistes de gauche nostalgiques de la guerre froide qui confondent les politiques néotsaristes, oligarchiques et nationalistes de Poutine – qui ont contribué à écraser des rébellions authentiques et les révolutions populaires en Syrie, en Biélorussie et au Kazakhstan, et à museler, réprimer et intimider l'opposition démocratique et les forces populaires dans la Fédération de Russie... – avec les politiques révolutionnaires, prolétariennes et internationalistes de Lénine. Aujourd'hui, la société russe souffre d'une pauvreté et d'une inégalité massives (encore plus élevées qu'aux États-Unis). En fait, la « nouvelle architecture du monde » prônée par la Russie est l'impérialisme à l'ancienne du début du 20^e siècle, où le monde est divisé en « sphères d'intérêts » des grandes puissances et où les petits pays se voient refuser tout droit de contrôler leur propre destin. Dans cette perspective, la principale revendication de la Russie à l'égard de l'Amérique est qu'elle a construit un monde « unique et souverain » (selon la célèbre expression de Poutine) et qu'elle n'est pas disposée à le partager avec le reste des acteurs mondiaux.

Cependant, pour la plupart des médias occidentaux, Poutine et le « redoutable » Lavrov sont les seuls méchants du film. Mais la vérité est que, pour reprendre les termes d'un homme aussi peu suspect de radicalisme bolchevique qu'Oskar Lafontaine, « *il existe de nombreuses bandes de*

meurtriers dans le monde, mais si l'on compte les morts qu'elles causent, la bande criminelle de Washington est la pire ». Ce dont le peuple russe a besoin, c'est d'une détente, d'une chance de développer une opposition démocratique et populaire capable de fracturer la fragile alliance entre la bureaucratie post-stalinienne et l'oligarchie mafieuse qui constitue la base du régime autoritaire incarné par Poutine, de désamorcer l'hystérie nationaliste qui lie ce bloc réactionnaire et de relancer les revendications des jeunes, des femmes et du monde du travail dans une clé internationaliste.

Que pouvons-nous attendre?

Il est tout à fait hors de question que la Russie « envahisse l'Ukraine » et occupe tout le pays. Dans les rues de Budapest, on peut encore voir aujourd'hui des traces de l'occupation soviétique de 1956. Ce qui s'est passé alors en Hongrie serait un jeu d'enfant comparé à ce qui se passerait aujourd'hui en Ukraine.

Il est beaucoup plus probable que Poutine installe des missiles nucléaires « tactiques » en Biélorussie, à Kaliningrad et dans d'autres territoires voisins. On ne peut pas non plus exclure la possibilité d'une annexion du Donbass. La hausse actuelle des prix du pétrole et du gaz, et l'espoir qu'elle se poursuive, pourrait permettre au Kremlin de couvrir les coûts économiques de ces opérations. Et, bien que moins probable et beaucoup plus risquée – et certainement beaucoup plus sanglante – une opération militaire russe visant à s'emparer de la zone située au sud du Donbass (Mariupol) afin d'organiser une ceinture de sécurité en direction du sud-ouest et de relier deux zones rebelles à la péninsule de Crimée, n'est pas non plus à exclure.

Les développements actuels sont graves et extrêmement dangereux pour la paix en Europe. Comme nous le savons, dans les situations de tension maximale, aucun acteur n'a le contrôle absolu des événements et tout accident peut déclencher des situations incontrôlables. Une mobilisation internationale est nécessaire de toute urgence pour jeter les bases d'une offensive mondiale antimilitariste et antinucléaire. Les tensions dans la zone Asie-Pacifique sont également liées à l'escalade en cours en Ukraine et les tentations impérialistes en période de crise économique, sociale et institutionnelle des grandes puissances sont particulièrement dangereuses. Pour toutes ces raisons, nous appelons les organisations politiques, sociales, associatives, nationales, régionales et internationales à rechercher de grands rendez-vous de mobilisation internationale pour renouer avec l'élan internationaliste et solidaire de la gauche. Le 30 janvier 2022.



LES DIRIGEANTS DES GRANDS PAYS

Il n'est pas exagéré de dire que ce qui se passe actuellement au cœur du continent européen est le moment le plus dangereux de l'histoire contemporaine et le plus proche d'une troisième guerre mondiale depuis la crise des missiles soviétiques à Cuba en 1962.

Il est vrai que, jusqu'à présent, ni Moscou ni Washington n'ont fait allusion à l'utilisation d'armes nucléaires, même s'il ne fait aucun doute que les deux pays ont mis leurs arsenaux nucléaires en état d'alerte face aux circonstances actuelles. Il est également vrai que le degré d'alerte militaire aux États-Unis n'a pas encore atteint celui qu'il avait atteint en 1962. Mais le déploiement militaire russe aux frontières de l'Ukraine dépasse les niveaux de concentration de troupes à une frontière européenne observés aux moments les plus chauds de la « guerre froide », tandis que l'escalade verbale occidentale contre la Russie a atteint un stade dangereux accompagné de gesticulations et de préparatifs militaires qui créent une possibilité réelle de conflagration.

Une dynamique qui dépasse le contrôle de tous les acteurs

Les dirigeants des grandes puissances jouent avec le feu. Vladimir Poutine peut penser qu'il ne fait que déplacer la reine et la tour sur le grand échiquier afin de forcer l'adversaire à retirer ses pièces. Joe Biden peut croire qu'il s'agit d'une bonne occasion pour lui de redorer son image nationale et internationale, très ternie depuis son échec embarrassant dans l'organisation du

retrait des forces étatsuniennes d'Afghanistan. Et Boris Johnson peut croire que les rodomontades prétentieuses de son gouvernement sont un moyen bon marché de détourner l'attention de ses problèmes politiques intérieurs. Il n'en reste pas moins que, dans de telles circonstances, les événements acquièrent rapidement leur propre dynamique au son des tambours – une dynamique qui dépasse le contrôle de tous les acteurs, pris individuellement, et risque de déclencher une explosion qu'aucun d'entre eux n'avait initialement souhaitée.

En Europe, la tension actuelle entre la Russie et les pays occidentaux a atteint un degré jamais vu sur le continent depuis la Seconde Guerre mondiale. Les premiers épisodes de guerre qui s'y sont déroulés depuis lors, les guerres des Balkans dans les années 1990, n'ont jamais atteint le niveau de tension prolongée et d'alerte entre les grandes puissances elles-mêmes auquel nous assistons aujourd'hui. Si une guerre devait éclater en raison de la tension présente – même si elle ne faisait initialement que sévir sur le sol ukrainien – la situation centrale et la taille même de l'Ukraine suffisent à faire du danger de propagation de l'incendie à d'autres pays européens limitrophes de la

Russie, ainsi qu'au Caucase et à l'Asie centrale, un péril grave et imminent.

Washington en vainqueur impitoyable

La cause principale de ce qui se passe aujourd'hui est liée à une série de développements, dont la première et principale responsabilité incombe au plus puissant qui en a eu l'initiative – c'est-à-dire, bien sûr, les États-Unis. Depuis que l'Union soviétique est entrée dans la phase terminale de son agonie sous Mikhaïl Gorbatchev, et plus encore sous le premier président de la Russie post-soviétique, Boris Eltsine, Washington s'est comporté envers la Russie comme un vainqueur impitoyable envers un vaincu qu'il cherche à empêcher de pouvoir jamais se redresser. Cela s'est traduit par l'expansion de l'Otan, dominée par les États-Unis, en y intégrant des pays qui appartenaient auparavant au Pacte de Varsovie dominé par l'URSS, au lieu de dissoudre l'Alliance occidentale parallèlement à son homologue orientale. Cela s'est également traduit par le fait que l'Occident a dicté une politique économique de « thérapie de choc » à l'économie bureaucratique de la Russie, provoquant une crise socio-économique et un effondrement d'énormes proportions.



LES PUISSANCES JOUENT AVEC LE FEU



WIKIMEDIA COMMONS

Ce sont ces prémisses qui ont le plus naturellement conduit au résultat contre lequel l'un des conseillers les plus éminents de Gorbatchev – un ancien membre du Soviet suprême et du Comité central du Parti communiste de l'Union soviétique –, Georgi Arbatov, avait mis en garde il y a trente ans, lorsqu'il avait prédit que les politiques occidentales à l'égard de la Russie conduiraient à « une nouvelle guerre froide »¹ et à l'émergence d'un régime autoritaire à Moscou, renouant avec la vieille tradition impériale de la Russie. C'est ce qui s'est produit avec l'arrivée au pouvoir de Poutine qui représente

les intérêts des deux blocs les plus importants de l'économie capitaliste russe (dans laquelle se mêlent capitalisme d'État et intérêts privés) : le complexe militaro-industriel – qui emploie un cinquième de la main-d'œuvre industrielle russe, en plus des effectifs des forces armées – et le secteur pétrolier et gazier.

Au bord de la catastrophe

Le résultat est que la Russie de Poutine pratique une politique d'expansion militaire qui va bien au-delà de ce qui prévalait à l'époque de l'Union soviétique. À l'époque, Moscou n'a déployé de forces de combat en dehors

de la sphère qui était tombée sous son contrôle à la fin de la Seconde Guerre mondiale que lors de l'invasion de l'Afghanistan à la fin de 1979, invasion qui a précipité l'agonie de l'URSS. Quant à la Russie de Poutine, après avoir retrouvé une vitalité économique, depuis le début du siècle, grâce à l'augmentation du prix des combustibles, elle est intervenue militairement hors de ses frontières à une fréquence comparable à celle des interventions militaires étatsuniennes avant la défaite au Vietnam, et entre la première guerre des États-Unis contre l'Irak en 1991 et la sortie peu glorieuse des forces

étatsuniennes de ce pays, vingt ans plus tard. Les interventions et les invasions de la Russie ne se limitent plus à son « étranger proche », c'est-à-dire les pays adjacents à la Russie, qui étaient dominés par Moscou à travers l'URSS ou le Pacte de Varsovie. La Russie post-soviétique est intervenue militairement dans le Caucase, notamment en Géorgie, en Ukraine et plus récemment au Kazakhstan. Mais elle mène également, depuis 2015, une guerre en Syrie et intervient sous un déguisement qui ne trompe personne en Libye et plus récemment en Afrique subsaharienne. Ainsi, entre le regain de belligérance russe et la poursuite de l'arrogance des États-Unis, le monde se trouve au bord d'une catastrophe qui pourrait grandement accélérer l'anéantissement de l'humanité, vers lequel notre planète se dirige par le biais de la dégradation de l'environnement et du réchauffement climatique. Nous ne pouvons qu'espérer que la raison l'emportera et que les grandes puissances parviendront à un accord répondant aux préoccupations de sécurité de la Russie et recréant les conditions d'une « coexistence pacifique » renouvelée qui réduirait la chaleur de la nouvelle guerre froide et l'empêcherait de se transformer en une guerre chaude qui serait une catastrophe énorme pour toute l'humanité.

Gilbert Achcar, le 25 janvier 2022

1 – Georgi Aabatov, « Eurasia Letter: A New Cold War », in *Foreign Policy*, n°95, été 1994 (pp. 90-103).

POUR LA PAIX ET LA DÉSESCALADE

Une déclaration du Mouvement socialiste russe, organisation de la gauche radicale au sein de laquelle militent les membres de la IV^e Internationale en Russie.

L'escalade actuelle sans précédent autour de l'Ukraine est le point culminant d'une « nouvelle guerre froide » qui se développe entre la Russie et « l'Occident collectif » (représenté par les États-Unis, l'Otan et les dirigeants de l'UE) depuis 2014. L'objectif – que la Russie de Poutine a invariablement déclaré dans cette confrontation – est de créer une nouvelle architecture mondiale dans laquelle il n'y aura pas un seul souverain (les États-Unis), mais de nombreux souverains, chacun se voyant attribuer certaines « sphères d'intérêt ».

Négociations tendues et revirements mutuels

Cette logique, qui ne reconnaissait la qualité de « souverains » qu'aux acteurs mondiaux, reposait sur le déni de toute autonomie pour les petits pays – tels que les républiques de l'espace post-soviétique ou de l'Europe de l'Est, y compris l'Ukraine. La méthode utilisée par la Russie en tant que partie faible (par rapport à l'Otan) dans cette lutte a consisté en une escalade constante des risques : on supposait que l'Occident était divisé de l'intérieur et que l'Otan, malgré sa puissance militaire combinée, n'était pas prête à prendre des mesures décisives. Mais la principale victime des actions de la Russie, ce ne furent pas les pays de l'Otan, mais une Ukraine encore plus faible. Le résultat de la politique agressive de la Russie ce fut plus d'un million de réfugiés ukrainiens, des milliers de morts et la violation de l'intégrité et de la sécurité de l'État ukrainien. L'annexion de la Crimée et le contrôle russe informel d'une partie du Donbass, qui ont permis l'adoption des accords de Minsk, ainsi que l'absence de sanctions sérieuses contre les élites russes, ont démontré le succès relatif de cette ligne de la politique étrangère russe. Cependant, la pression exprimée par une présence militaire russe croissante à la frontière ukrainienne s'est heurtée à la

position prévisible de l'Otan et des États-Unis. La Russie a soit surestimé les divisions au sein de l'Otan, en particulier entre l'Allemagne et les États-Unis, soit formulé des exigences radicales sans espoir de les faire respecter afin de forcer l'Otan à faire des compromis sur des questions « mineures ». Tout cela a provoqué une série de négociations tendues avec des revirements mutuels. La Russie de Poutine a découvert que les États-Unis sont capables d'utiliser leurs propres armes sans crainte, faisant monter la température de l'hystérie militaire en utilisant activement les *fakes*, la désinformation et un style de diplomatie agressif. Derrière l'épais nuage de mensonges et de propagande diffusé par les deux parties, ce qui importe le plus, c'est que l'irresponsabilité et les prétentions impériales des élites de pays disposant d'un énorme potentiel d'armes de destruction massive mettent en danger des millions de vies de leurs propres citoyens et d'autres citoyens, le droit du peuple ukrainien à l'autodétermination, ainsi que l'existence future de l'Ukraine et d'autres pays de la région susceptibles d'être impliqués dans le conflit. Dans ces conditions, une position anti-guerre devient nécessaire au niveau international pour toutes les forces de gauche et progressistes. Les gauches russe, ukrainienne, américaine et ouest-européenne doivent exiger de leurs gouvernements une désescalade immédiate, y compris le retrait des troupes russes, le soutien à un cessez-le-feu dans le Donbass et le début de négociations sérieuses qui excluraient la possibilité même d'un affrontement militaire et qui se concentreraient sur une réduction symétrique des armements. Cela ne peut être réalisé que par la solidarité entre la gauche et les forces progressistes et, surtout, en engageant les millions de personnes qui sont des victimes potentielles des conflits impérialistes dans la lutte pour la paix, la démocratie et la justice.



ÉDUCATION NATIONALE

Blanquer et le problème des maths

« L'inquiétant recul des mathématiques au lycée » : c'est le titre d'un article du Monde daté du 4 février, qui relève que « seuls 59 % des lycéens de terminale étudient encore les mathématiques, contre 90 % avant la réforme du lycée. [...] Ce recul est plus prononcé chez les filles. » Comment comprendre ce phénomène ?

Les mathématiques sont une bête noire pour la majorité d'entre nous. Nous en gardons de mauvais souvenirs ou parfois des souvenirs de magie à laquelle nous ne comprenions pas grand-chose...

Un outil de sélection

Mais le problème que nous posaient les maths est qu'au-delà du scolaire, elle est une discipline de sélection : les « bons en maths » font ce qu'ils veulent à l'école et les autres sont globalement orientés par défaut. Et c'est là que le bât blesse : l'école capitaliste a besoin de sélection scolaire et de méritocratie pour justifier politiquement la reproduction des classes sociales. Si, avant 1960, c'était le latin et le grec qui faisaient la balance, ce sont aujourd'hui les maths qui se chargent du sale travail. La politique de Blanquer dans l'éducation est de casser la pseudo-démocratisation de l'école, pour la faire correspondre aux besoins actuels du patronat : un petit nombre de salariéEs sur-qualifiés et une masse de travailleurEs ubérisés. C'est précisément ce que fait la réforme du lycée et du baccalauréat. Dans cette optique, il est logique de réserver l'enseignement des mathématiques à un petit nombre, ceux qui visent les filières d'élite.

Blanquer déteste tout le monde... et surtout les filles

Avec ces modifications profondes de l'école, la représentation sociale et de genre a joué à plein. Les jeunes qui prennent l'enseignement de spécialité mathématiques sont majoritairement des garçons, issus des classes favorisées. Alors que, depuis 10 ans au moins, 56 % des élèves de terminale générale sont des filles, la part de filles qui suivent plus de 6 heures de mathématiques est passée de 47 % (avant la réforme) à 40 % aujourd'hui (et de 41 % à 31 % pour un enseignement intensif de mathématiques). L'ensemble des sociétés savantes de mathématiques s'insurgent contre ce traitement, à juste titre. Et ce n'est certainement pas la promesse de Blanquer de saupoudrer un peu de mathématiques dans la voie générale qui va changer la donne. Le problème de fond est d'arrêter immédiatement cette réforme du bac et de penser une autre école, sans sélection, qui permette l'émancipation collective des jeunes. Et dans cette école, les mathématiques retrouveront le rang d'enseignement comme les autres, avec ses problèmes et ses solutions.

Raphaël Greggari

« MON ESPACE SANTÉ »

Débranchons nos données !

Le dossier médical partagé est mort. Un échec à 250 millions d'euros qui, depuis 2004, n'arrive à convaincre ni les médecins, ni les patientEs. Et depuis février, il est donc remplacé par « Mon espace santé » qui, sauf opposition express dans le mois, sera automatiquement ouvert par l'Assurance maladie pour touTEs les assuréEs.

« Mon espace santé » est conçu pour héberger ordonnances, résultats d'exams, antécédents médicaux, comptes rendus d'hospitalisation. Il comprendra aussi une messagerie sécurisée et, demain, la possibilité de prendre des rendez-vous, d'avoir des rappels de dépistage ou de vaccination et des applications santé rassemblées dans un « store », magasin en anglais, tout un programme !

Le secret médical première victime ?

Cet espace santé est présenté comme une évidence. Dans un monde où les pathologies chroniques nécessitent un suivi long et la coordination de multiples intervenantEs, où les prises en charge sont de plus en plus techniques, la mobilité importante, la nécessité de faire circuler le dossier médical du ou de la patientE semble une évidence. Le problème, c'est que le monde de la santé est « en même temps » celui du contrôle social, de la rentabilisation et de la marchandisation. Et que le partage des données de santé, est un préalable, mais aussi un formidable accélérateur de toutes ces tendances. Le secret médical risque d'être la première victime de ce nouvel espace santé. Bien sûr, officiellement, assureurs et employeurs n'auront pas accès au dossier médical numérique. Pas plus que les médecins du travail. Mais la réalité est plus... complexe ! On pense aux hackers, qui ont volé en 2018 1,5 million de dossiers médicaux dans l'ultra-sécurisée Singapour et rendu public le dossier médical du Premier ministre. Mais beaucoup plus simplement,



on se souvient de l'affaire Iqvia, révélée par « Cash investigation ». Cette société étatsunienne pompait les données de notre carte Vitale à chaque connexion dans les 14 000 pharmacies françaises partenaires. Sans recueillir notre avis, pourtant obligatoire avec le règlement européen sur la protection des données. La CNIL a infligé 1,75 million d'euros d'amendes à l'AG2R, pour avoir gardé plus de trois ans les données, notamment santé, de plus de deux millions de clientEs, parfois même après la rupture des contrats ! Voilà comment « Mon espace santé » est vendu dans l'appel à candidature pour les applications du store : « Il s'agit à travers l'espace numérique en santé de permettre aux usagers d'avoir et de donner accès aux données relatives à leur santé ». Le produit vendu aux start-up de l'e-santé, c'est bien l'accès à nos données ! N'oublions pas aussi la question du secret médical entre parents et enfants, notamment

à l'adolescence. Ou pour les trans, la révélation brutale de la transition à tous les professionnels de santé, sans que des liens de confiance soient tissés, avec le risque souligné par l'association Acceptess-T de discrimination, de violence médicale. La possibilité de cacher certains données existe. Mais qui l'utilisera ? La possibilité de fermer son espace santé existe. Avec le risque, demain, d'un moindre remboursement, comme pour le non-respect du parcours de soin ? En ces temps de loi de sécurité globale, de pass sanitaire et de marchandisation des données de santé, on le voit, nos données de santé intéressent beaucoup l'État et les Gafam !

Nos données ne sont pas pour l'État ou les Gafam !

À l'heure de l'austérité dans la santé et des déserts médicaux, l'espace santé numérique risque aussi d'être un instrument de contrôle social et financier d'une médecine ubérisée, déhumanisée, notamment pour les plus pauvres. Téléconsultations et renouvellement automatique des prescriptions pour ceux qui habitent dans les déserts médicaux ou au pied des tours des quartiers populaires, une médecine sans âme et au rabais. Difficulté d'accès aux soins accrue pour les victimes

de la fracture numérique. Et pour ceux qui devront et pourront payer, dépassements d'honoraires et accès à des soins de qualité. Contrôle social ? On pense au déremboursement des appareils contre l'apnée du sommeil aux mal observants. Ou aux débats scandaleux sur le déremboursement des soins aux non-vaccinéEs, sans parler du Canada qui leur refuse allocations chômage ou cannabis ! L'espace santé va pousser au développement des rendez-vous en ligne. Vous êtes une femme, vous demandez un rendez-vous à votre gynéco, puis à votre cancérologue, puis une hospitalisation en chirurgie mammaire. Quelle conclusion peut en tirer un assureur ? En juin 2021, la plateforme de rendez-vous en ligne Doctolib a reconnu avoir partagé les demandes de rendez-vous de sa plateforme allemande avec Facebook.

Alors, contre les datas de santé, la défense de la vieille médecine libérale et des fiches en papier... Non ! Nous savons l'utilité du Réseau sentinelle, qui suit en temps réel et sur une base régionalisée dix indicateurs de santé. Nous exigeons des registres nationaux des cancers, notamment pédiatriques, pour faire le lien entre santé et exposition aux pollutions, aux pesticides. L'État et les Gafam ne semblent pas pressés de recueillir ces données-là ! Un contre-projet à bâtir, en lien avec la perspective d'un service de santé public et démocratique, avec une protection absolue du secret médical, et donc probablement une architecture spécifique, décentralisée et publique, sous le contrôle des assuréEs sociaux, associations de malades, organisations indépendantes de professionnels de santé, mettant au cœur de la santé les usagerEs, la démocratie sanitaire, où la dimension individuelle et collective des déterminants de santé soit un service de la santé publique, et pas du contrôle social, de la marchandisation et de l'austérité. Alors débranchons « Mon espace Santé » numérique !

Frank Prouhet

SAINT-DENIS (93)

MobiliséEs pour le droit à l'éducation

La colère contre les effets de la gestion blanquérisée de la crise sanitaire avait largement mobilisé enseignantEs et parents d'élèves à Saint-Denis les 13 et 27 janvier. Depuis se sont ajoutés d'autres motifs de colère contre ces politiques qui plombent le droit à l'éducation des enfants.

Il y a d'abord eu les annonces des conditions de la rentrée de septembre 2022, qui sont l'exact opposé des besoins d'une génération d'élèves dont les deux dernières années de scolarité ont été bousculées par la crise sanitaire.

On veut des postes !

Alors qu'il y a besoin de plus d'enseignantEs, d'AESH, d'infirmières, de psychologues et d'assistantes sociales scolaires pour faire des groupes avec moins d'enfants, pour mieux prendre en compte leurs difficultés scolaires,

sociales, psychologiques, la DSDEN prévoit de fermer 40 classes sur Saint-Denis (après 20 classes en moins en 2021). Plusieurs collèges perdent des classes et des heures d'enseignement. Il manque toujours des infirmières ou/et des assistantes sociales dans la plupart des collèges et lycées de la ville. Enfin la municipalité de Matthieu Hanotin, qui a privatisé en janvier le nettoyage dans les écoles, est en train de licencier toutes les contractuelles employées sur ces postes, et le même Hanotin, en tant que président de Plaine Commune,

a supprimé des créneaux dans les médiathèques des quartiers pour les scolaires le jeudi après-midi, afin de pouvoir faire travailler les médiathécaires le dimanche ! Alors samedi 12 février, ce sont plus de 200 enseignantEs, parents, agentEs territoriaux, qui ont manifesté dans les rues de Saint-Denis pour réclamer la création de 500 postes d'enseignantEs pour les écoles, des infirmières et assistantes sociales dans tous les établissements, des AESH à hauteur des besoins. La manifestation devait se terminer devant la mairie à laquelle une

demande de réservation de salle avait été faite pour tenir une réunion qui prépare la suite. À défaut de réponse, et les grilles étant, pour une fois, ouvertes, une bonne partie des manifestantEs est entrée dans le hall, jusqu'à l'intervention de la police municipale, qui par un prompt renfort a débarqué à plusieurs dizaines d'hommes armés et même un chien policier ! Le message de soutien de M. Hanotin est bien passé, l'AG tenue sur le parvis en a pris acte et a décidé de préparer une prochaine initiative publique le 15 mars.

Cathy Billard

SEINE-SAINT-DENIS

MobiliséEs face aux hausses de loyers

Le mercredi 9 février, près de 150 personnes ont manifesté devant le siège du bailleur Plaine Commune Habitat (PCH, office public de Plaine Commune, agglomération de Seine-Saint-Denis) contre les hausses de loyer et les appels de charges dont ils ont pris connaissance à la réception de leur dernière quittance. Ils répondaient à l'appel lancé par le DAL, le collectif des habitantEs de Franc-Moisin et la CNL.

Le 9 février, des délégués des trois piquets (Le Coudray-Montceaux dans le 91, Alfortville dans le 94 et Gennevilliers dans le 92), ainsi que des représentantEs du Collectif des travailleurs sans-papiers de Vitry et de Solidaires et Sud PTT, ont été reçus par le directeur de cabinet du directeur général des étrangers en France. Cette audience s'est déroulée dans le cadre d'un rassemblement devant la DGEF (direction générale des étrangers en France), située dans l'annexe du ministère de l'Intérieur sise rue des Pyrénées, dans le 20^e arrondissement de Paris. Ce rassemblement a été précédé d'une manifestation réunissant environ 400 personnes, particulièrement combative, comme l'ont été les interventions des délégués des grévistes, des syndicalistes et des soutiens comme Annick Coupé, porte-parole d'Attac.

Reconnaissance du rapport de forces

C'est la première fois depuis le début de cette lutte qu'une délégation est reçue à ce niveau de responsabilité, et ce n'est pas rien dans un contexte où les positions des différentes préfectures concernées se sont durcies ces derniers temps. La préfecture de l'Essonne a par exemple fait pression sur la mairie du Coudray-Montceaux pour faire évacuer le piquet devant la plateforme DPD. Cette dernière ne s'est pas trop

LUTTE DES TRAVAILLEURS SANS-PAPIERS DE LA POSTE

Les « invisibles » reçus au ministère de l'Intérieur

En lutte depuis plus de deux mois, les travailleurs sans-papiers de DPD et Chronopost (filiales du groupe La Poste dans le secteur du colis), ainsi que ceux de l'agence d'intérim RSI de Gennevilliers viennent de marquer un point important dans leur mobilisation contre leurs patrons et l'État.



NPA

fait prier pour prendre un arrêté d'occupation illégale de l'espace public facilitant l'intervention des gendarmes, qui a ainsi eu lieu le 2 février. Le contexte de l'élection présidentielle n'est sans doute pas étranger à cette volonté

d'en terminer rapidement avec ce conflit. Mais ce coup de force n'ayant pas entamé la détermination des grévistes (une manifestation s'étant terminée devant la mairie du Coudray a même obligé le maire et le président

de la communauté d'agglomération Grand Paris Sud à venir s'expliquer), l'État est bien obligé de reconnaître la réalité du rapport de forces auquel il est confronté. Une reconnaissance qui, par ailleurs, tranche de fait avec le discours de la direction de La Poste qui continue à nier qu'elle ait quoi que ce soit à se reprocher (en d'autres termes, elle invisibilise la frange la plus exploitée des salariéEs travaillant dans le groupe).

Évidemment la DGEF n'a pas annoncé qu'elle revenait sur la logique des régularisations au cas par cas, et il reste à voir si l'attitude des préfectures évoluera. Mais cette journée a indéniablement renforcé la confiance de ces travailleurs en ce qui concerne l'issue de leur lutte, même si le combat est loin d'être terminé.

Édouard Gautier

TRANSPORTS Plus de 1 000 grévistes dans les Transports en commun lyonnais (TCL)

La grève concerne tous les métiers : des conducteurEs de bus, bien sûr, mais aussi de métro, de tram ainsi que des contrôleurEs, des collègues des agences commerciales, des technicienEs, des agentEs de maîtrise...

Une attaque encore floue

Le projet d'allotissement¹ promu par la nouvelle majorité écologiste de la métropole suscite l'inquiétude. En campagne, les écologistes défendaient les transports en commun mais, aux responsabilités, ils s'en prennent à ceux qui les font fonctionner, car l'allotissement est surtout l'occasion, pour les patrons du transport, de s'attaquer aux salariéEs, même si on ne sait pas encore précisément comment.

Plus de 1 000 salariéEs de TCL ont fait grève le mercredi 9 février, soit un sur trois parmi celles et ceux qui devaient travailler ce jour-là.

Alors pour rassurer à peu de frais, les écolos agitent un « socle social » que les opérateurs s'engageraient à respecter lors de la conclusion des appels d'offres. C'est un piège, car on voit mal le Sytral (Autorité organisatrice des mobilités des territoires lyonnais) rompre un marché avec un opérateur au motif que celui-ci n'aurait pas respecté telle clause du socle.

Négocier le « socle social » ?

Les longs mois de négociations prévues entre syndicats et Sytral pourraient pourtant servir à refermer ce piège sur les salariéEs. Or, il ne s'agit pas de négocier un

maintien boiteux de l'existant alors que les salariéEs auraient, dès maintenant, des revendications à imposer à leur patron actuel, Keolis. Ces revendications sont connues depuis un mouvement de grève en septembre 2021 : augmentation de 200 euros net, augmentation des compensations pour les services en deux fois et pour les samedis et les dimanches travaillés... Enfoncer ce bélier social, ce serait envoyer un excellent signal aux futurs employeurs : voilà les conditions de la reprise, et pas question de faire les frais de vos calculs !

Construire un mouvement d'ensemble

C'est sur la base de ces revendications, unificatrices parce que partagées sous une forme ou sous une autre par toutes et tous les travailleurEs du transport, que les grévistes de Keolis Lyon pourraient s'adresser à d'autres. Des grèves sont d'ailleurs prévues à la RATP sur des sujets proches. L'occasion de s'y mettre ?

Correspondants

1 – Il s'agit de découper le réseau en différents « lots » soumis à appels d'offres sur lesquels pourront candidater Transdev, la RATP... sans oublier Keolis, l'exploitant actuel.

BIOMÉRIEUX En grève reconductible pour les salaires !

Les salariéEs de production de l'entreprise pharmaceutique BioMérieux à Craponne, en région lyonnaise sont en grève reconductible depuis le mercredi 9 février.

Ce qui les a mis en grève ? Les augmentations ridicules proposées par la direction : 2,3 % d'augmentation pour les ouvriers (soit 38 à 42 euros brut), 2 % pour les techniciens (39 à 53 euros) et 0 % pour les cadres. Et une prime PEPA (Prime exceptionnelle de pouvoir d'achat) de 200 à 500 euros, exonérée de cotisations sociales. Mais s'il manque plusieurs centaines d'euros sur la fiche de paie, c'est tous les mois et pas une fois dans l'année ! Ces clopinettes ont mis les salariéEs en colère, bien conscients que les bénéfices de l'entreprise s'élèvent à plusieurs centaines de millions d'euros. C'est vrai que vendre du matériel et des tests de détection du covid en ce moment, ça rapporte gros !

120 euros ou on continue !

La grève a commencé le mercredi 9 février avec environ 80 grévistes sur les 200 de la production du site de Craponne. Une quarantaine se sont retrouvés pour organiser un piquet de grève devant l'entreprise : banderoles, drapeaux, barbecue, palettes pour se réchauffer autour d'un petit feu, sono, etc. Les grévistes se sont réunis en assemblée générale et se sont mis d'accord sur une revendication unanime : « On demande 300 euros d'augmentation. En-dessous de 120 euros, on ne négocie même pas ! » Et ils et elles ont voté la reconduction.

Intimidations et soutien

Pour l'instant, les réponses de la direction ont été l'intimidation et le mépris. Intimidation quand la direction a envoyé, le premier jour, la sécurité et même la police « contrôler » les grévistes sur le piquet. Mépris quand le deuxième jour, la boîte a proposé une prime de participation (qui n'avait pas été donnée depuis 10 ans)... mais sans la chiffrer ! Il est vrai que la direction a dû être étonnée de constater le deuxième jour que le nombre de grévistes avait atteint la centaine, grossi entre autres de quelques salariéEs venus du site de Marcy-l'Étoile. Le piquet de grève s'est encore dynamisé le troisième jour, avec 80 grévistes présentEs plus déterminés que jamais, équipés de barnums pour résister à la pluie ! Le soutien des délégations d'autres entreprises locales de la chimie (Kem One, Total, Sanofi) passées sur le piquet a fait chaud au cœur. Tout comme le coup de main des salariéEs d'un dépôt Keolis d'en face pour stocker le matériel du piquet la nuit, de travailleurs de M. Bricolage pour fournir les palettes, les coups de klaxon de soutien et les dons à la caisse de grève.

S'étendre pour gagner

La grève est repartie de plus belle lundi matin avec détermination. ChacunE est conscient que c'est la grève des grévistes, qu'il va falloir la faire vivre, continuer à la diriger démocratiquement mais surtout l'étendre... aux non-grévistes, aux autres sites BioMérieux de Marcy-l'Étoile et de La Balme, aux autres entreprises...

Correspondants locaux

Le bailleur, prévoyant la hausse du coût de l'énergie et son impact sur les charges des locataires, a recalculé le niveau des provisions appelées. Il espère ainsi amortir le choc pour les locataires de la hausse du gaz et de l'électricité. S'il y arrive partiellement, en jouant sur les provisions de charges parfois trop élevées, une majorité de locataires se trouve confrontée à des hausses qui peuvent aller jusqu'à 150 %. Des locataires découvrent leurs quittances avec 50, 80, 100, 200 euros de hausses mensuelles. Insupportable, alors que les prix sont repartis à la hausse (2,9 % pour 2021) au contraire des revenus qui ne suivent pas.

Unité face à l'urgence

L'ensemble des associations de locataires et de collectifs avaient appelé à ce

rassemblement. C'est une première. En général chaque association défend son pré carré contre les autres associations pour le plus grand plaisir du bailleur qui compte les points. Le choc subi et la réaction des locataires sont suffisamment importants cette fois-ci pour permettre cette unité. C'est d'autant plus remarquable qu'on est dans une année électorale puisque se tiendra en décembre l'élection des représentantEs de locataires. Tous les bailleurs sont touchés. Par les ponctions de l'État, par les hausses des coûts de l'énergie. Mais les bailleurs n'ont pas tous la même politique de gestion tant sur le plan financier que sur le plan social. Cela peut aller de l'absence de réaction du bailleur, ce qui va se conclure, tôt ou tard, par la présentation brutale de la facture aux

locataires, à une anticipation sur les provisions, ce que fait PCH, pour amortir le choc. L'intervention des bailleurs en direction du gouvernement est des plus faible. Globalement ils se contentent de relayer les hausses sur les locataires. Une grande partie du patrimoine social est relié à un réseau de chaleur. Cela représente 1,3 million de logements. C'est le cas pour PCH. Le gouvernement, qui a mis en place un « bouclier tarifaire » pour protéger les particuliers n'a rien fait pour protéger les locataires des logements sociaux en chauffage collectif qui se prennent la hausse de l'énergie plein pot. Des courriers ont été fait par l'USH (Union sociale de l'habitat) et d'autres organismes, mais on voit bien que c'est insuffisant face au coup de massue que reçoivent les locataires avec leur quittance. Tous les

retours que nous avons témoignent de la stupeur, de l'angoisse, de la colère qu'a générées la réception du courrier du bailleur. Les agences ont été submergées des coups de téléphone et de demandes de rendez-vous.

La crise de la reprise

Après la crise sanitaire et la crise sociale qui l'a suivie, voici venue la crise de la reprise. Les salaires n'augmentent pas et les augmentations des prix s'affolent. Comment peut-on imaginer imposer des hausses mensuelles de provisions de charges de 50, 100, 150, 200 euros sans casse ? Nombre de locataires, aux revenus modestes, se retrouvent avec des hausses mensuelles de plus de 100 euros alors qu'ils ont déjà des plans d'apurement des dettes de loyer !

Aujourd'hui les bailleurs et le gouvernement doivent apporter des réponses qui aident les locataires et non pas qui les enfoncent. Ils doivent répondre à la demande de blocage du prix des charges et des loyers. Ils doivent entendre la revendication des locataires. 150 personnes devant le siège du bailleur, c'est tout à fait exceptionnel. La manifestation n'est pas une habitude et il faut que la colère soit grande pour un tel résultat. La mobilisation ne fait que commencer. Elle doit s'amplifier, s'étendre à tout PCH mais aussi gagner les autres bailleurs qui n'échapperont pas aux fortes hausses de l'énergie et à ses conséquences pour leurs locataires si rien n'est fait. Cette bataille fait partie intégrante de celle plus générale sur le pouvoir d'achat.

JMB



Agenda

Jeudi 17 février, réunion publique du NPA avec Philippe Poutou, Hennebont. À 19h, PMU Le Spot, place de la Mairie.

Vendredi 18 février, réunion publique du NPA avec Philippe Poutou, Brest. À 20h, Maison des syndicats, quartier de l'Harteloire.

Mardi 22 février, réunion publique du NPA avec Philippe Poutou, Mulhouse. À 20h, MCP Cité, 29, rue Chanoine-Cetty.

Mercredi 23 février, réunion publique du NPA avec Philippe Poutou, Audincourt (25). À 20h, foyer municipal, place du Marché.

Jeudi 24 février, réunion publique du NPA avec Pauline Salingue – porte-parole de Philippe Poutou et Selma du NPA-Jeunes, Aix-en-Provence. À 18h, lieu à venir.

Vendredi 25 février, Philippe Poutou dans le Tarn. À 16h, réunion publique salle communale à Vaour. À 20h meeting, maison de quartier de Cantepau, 50, avenue Mirabeau à Albi.

Vendredi 25 février, réunion publique du NPA avec Armelle Pertus – porte-parole de Philippe Poutou, Bégard. À 20h, salle du Temps libre, rue de Guingamp.

Mardi 1^{er} mars, réunion publique du NPA avec Philippe Poutou, Lyon. À 19h, CCVA Villeurbanne, 234, cours Zola, M° Flachet.

Jeudi 3 mars, réunion publique du NPA avec Philippe Poutou, Angers. À 20h, salle du Doyenné, 56, bd du Doyenné (Près du Chabada).

Vendredi 4 mars, réunion publique du NPA avec Philippe Poutou, Le Mans. À 20h, salle Barbara, arrêt Saint-Martin.

Vendredi 4 mars, réunion publique du NPA sur la Santé, Tours. Avec Franck Prouhet, médecin et membre de la commission santé du NPA. À 20h, au centre de vie du Sanitas.

POUTOU2022.ORG - NOUVEAUPARTIANTICAPITALISTE.ORG - LANTICAPITALISTE.ORG

GESTION CALAMITEUSE DE LA PANDÉMIE

HÔPITAUX ABANDONNÉS

VIES MISES EN DANGER

LIBERTÉS BAFOUÉES

Réunion publique

avec Franck Prouhet - médecin et membre de la commission santé du Nouveau Parti Anticapitaliste

Vendredi 4 mars - 20h

centre de vie du Sanitas - Tours

DES MOYENS POUR L'HÔPITAL PUBLIC

FIN DES BREVETS SUR LES VACCINS

RÉQUISITION DE L'INDUSTRIE PHARMACEUTIQUE

NPA

Mercredi 9 mars, réunion publique du NPA avec Philippe Poutou, Besançon. À 20h, Grand Kursaal, 2, place du Théâtre à Besançon.

Mercredi 16 mars, réunion publique du NPA avec Philippe Poutou, Strasbourg. À 19h30, FEC, 17, place Saint-Étienne.

Mercredi 30 mars, réunion publique du NPA avec Philippe Poutou, Rennes. À 19h30, Maison de quartier Villejean, 2, rue de Bourgogne, M° Villejean-Université.

#Poutou2022

Un meeting réussi avec Philippe Poutou à l'université Paris 8

Jeudi 10 février à l'université Paris 8, c'était la réunion publique organisée par les comités NPA Jeunes Paris 8 et le comité NPA Saint-Denis. Dans une salle pleine, avec la présence de plus de 400 personnes, les étudiants de l'université ont montré un grand enthousiasme pour recevoir dans leur fac le candidat anticapitaliste à l'élection présidentielle Philippe Poutou.

La réunion a commencé avec l'intervention de Mary, étudiante en théâtre à Paris 8, militante du NPA Jeunes, du collectif féministe Las Rojas Paris. Mary a témoigné de la précarité que les jeunes étudiantEs, la jeunesse travailleuse et les femmes vivent sous le gouvernement Macron. Une situation précaire qui donne lieu à des luttes importantes à l'université, comme celle des travailleurEs de la bibliothèque de Paris 8 ou celle du collectif des étudiantEs étrangers de la fac. Ensuite, Fabrice, militant du comité NPA Saint-Denis, a fait le point sur les luttes en cours au niveau local dans la ville de Saint-Denis. Il a dénoncé la politique locale et sa logique de fermeture des services publics et de dégradation des prestations sociales pour la population, en particulier les enfants.

Enthousiasme des étudiantEs présents

L'intervention la plus attendue de la soirée a été celle du candidat à l'élection présidentielle pour le NPA Philippe Poutou. Il a fait un appel pour dépasser l'obstacle antidémocratique des 500 parrainages pour pouvoir présenter sa candidature anticapitaliste. L'ex-ouvrier de Ford Blanquefort a été accueilli avec enthousiasme par les étudiantEs qui apprécient ses interventions publiques pour dénoncer les violences policières et la corruption des politiciens du système. Philippe Poutou a fait allusion aux déclarations récentes de proches de Macron qui ont fait savoir publiquement que le président ne veut pas



NPA

Une belle soirée anticapitaliste en terre malouine !

Une centaine de personnes, dans cette salle où les chaises étaient occupées jusqu'au fond, est venue écouter notre camarade Olivier Besancenot. La plus grosse réunion publique de notre comité, né en 2002, sur cette terre de droite ! La soirée a débuté par l'intervention de Daniel, du comité malouin, qui a dressé le tableau de la situation hospitalière et expliqué en quoi le secteur de la santé et du médico-social subit une véritable politique de classe. Puis il a illustré les mauvais coups portés à l'accès aux soins en évoquant le projet de réorganisation des hôpitaux publics du secteur sanitaire, qui entraînerait la disparition de 90 lits, le déclassement de l'hôpital de Dinan et l'attribution au privé des soins les plus rémunérateurs...

Pour réussir la réunion publique du vendredi 11 février à Saint-Malo, notre comité s'était donné les moyens pendant quatre semaines en termes de diffusions de tracts et collages d'affiches. Le résultat a été à la hauteur !

Puis une jeune camarade rennaise a marqué la salle en exposant les conditions vécues par une grande partie des jeunes : files d'attente aux banques alimentaires, terrible inconnue concernant leurs orientations et formations...

Olivier a ensuite fait une intervention pleine d'énergie où il a évoqué tour à tour les parrainages, notre programme d'urgence anticapitaliste, mais aussi la nécessité des luttes pour imposer une telle politique. Les échanges avec la salle ont été très riches. Notre camarade Pierre a insisté sur la nécessité de front unitaire large

contre l'extrême droite et le fascisme, comme le comité l'a initié à Pleurtuit contre Zemmour et à Saint-Domineuc contre les tags antisémites. Enfin, le témoignage d'un ouvrier de l'agro-alimentaire sur l'exploitation des travailleurEs de cette branche, et en particulier sur le cynisme du patron vis à vis des ouvriers roumains détachés a suscité beaucoup d'émotion et a été très applaudi.

Ce témoignage renforce la détermination de touTEs à faire entendre la voix des exploités, via notre camarade ouvrier Philippe Poutou.

Correspondants

#Poutou2022

Parrainages : la ligne d'arrivée est en vue

La course aux parrainages, c'est une course d'endurance. Nous le savons déjà, de l'expérience accumulée des élections passées des vingt dernières années. Mais il semble que cette édition en rajoute une couche avec l'extension de la période de collecte des parrainages. «Puisqu'il y a le temps», se disent certains maires, «ne nous décidons pas trop vite».

L'aspect négatif, c'est que la qualification de Philippe Poutou n'est à ce jour pas assurée. Nous voyons se dessiner sous nos yeux la carte des 500 parrains et marraines, mais elle tarde à se concrétiser. L'aspect positif, c'est que nous continuons de rencontrer des maires dans les cantons où nous n'avons pas – ou alors très peu – tourné, qui n'écartent pas l'idée de parrainer Philippe, voire qui formulent des conditions suffisamment précises et possibles pour qu'on les compte parmi les «hésitants», ces parrains potentiels dont nous savons par expérience que seule une minorité fera au bout du compte le geste de signer pour Philippe.

Des difficultés... et des arguments

Les uns hésitent entre lui et un autre «petit candidat», quelle que soit son

étiquette politique. Leur préoccupation est d'assurer le pluralisme de l'élection. Et des petits candidats en quête de parrainages, ce n'est pas ce qui manque. La concurrence est rude, mais Philippe a de nombreux atouts : c'est un travailleur comme les autres, qui parle comme n'importe qui, et pas un professionnel de la politique.

Les autres ont en tête un nombre nettement plus restreint de candidats. «Ce sera Poutou ou Mélenchon», parfois «Poutou ou Taubira». Les difficultés rencontrées par ces autres candidats de gauche constituent pour nous un obstacle. «Je préfère parrainer Poutou plutôt que Mélenchon, mais je ne veux pas que 10% des électeurs soient privés de la possibilité de voter pour leur candidat», disait ainsi un maire hésitant revu ce week-end. À nous de convaincre en leur montrant que nombre d'élus de La France insoumise n'ont toujours pas remonté leur parrainage, qui

ne fera pourtant certainement pas défaut à leur candidat le 4 mars. À nous d'expliquer que si Christiane Taubira est vraiment et réellement candidate jusqu'au bout, ce qui est de plus en plus improbable, elle peut mobiliser des réseaux d'élus à même de la qualifier. À nous de convaincre les maires que ni l'une ni l'autre n'ont vraiment besoin de la signature d'un ou d'une maire d'une petite commune qui n'apparaît pas sur la carte des réseaux de ces partis politiques.

Le sprint final est lancé

Il n'y aura personne d'autre que les militantEs et sympathisantEs du NPA pour faire le travail de rencontre et de conviction des élus. Personne d'autre que celles et ceux qui voient en Philippe «leur» candidat. Il faudra arracher une par une les signatures qui manquent encore. Non pas les arracher des mains des maires, avec lesquels

nous discutons d'autant plus cordialement qu'ils et elles se coltinent quelques-uns des problèmes de la société que nous dénonçons et combattons à longueur d'année. Mais les arracher face à la pression en sens contraire que font peser, sur les maires, le qu'en dira-t-on ou les craintes de voir compromis des projets utiles à la commune du fait d'un marquage politique, ou encore la pression d'électeurs ou d'élus d'extrême droite dans leur conseil municipal.

Le sprint final est lancé. Mais c'est un sprint bizarre. Il va durer encore deux semaines. Deux semaines pendant lesquelles il va falloir se dépenser sans compter, tenir, et vaincre. Car de ces semaines dépendent beaucoup de choses... à commencer par la présence du candidat avec lequel le président Macron craint le plus de débattre, dans cette élection.

Équipe nationale signatures

Festival BD 2022 d'Angoulême

Quand le «greenwashing» est contesté par les auteurEs et le jury!

En effet, le prix de la BD écolo («Éco-Fauve Raja») se fracasse sur le nom de son sponsor (une multinationale de l'emballage carton) et des contestations sont également signalées sur le Fauve de la BD alternative.

Un monde de la BD en révolte profonde

L'Anticapitaliste signalait déjà lors d'un récent article la contradiction entre les réelles bonnes intentions des organisateurs et la politique économique des «sponsors» du festival. À commencer par la mairie «macroniste» de droite d'Angoulême qui cherche désespérément des financements pour un parc d'attraction BD à la Disney («Imagiland») qui serait construit sur une zone humide. Les bénévoles avaient déjà largement signalé la contradiction mais l'association du nom de Raja, numéro un de l'emballage carton (et pas de plastique reconnaissons-le) à l'Éco-Fauve a fait à la fois déborder la coupe du jury pressenti et des auteurs sélectionnés qui ont en chœur démissionné. François Olislaeger, président du jury démissionnaire, a expliqué sa décision sur les réseaux sociaux: «Nous avons découvert, raconte-t-il sur Facebook, sans en avoir été informés lors de l'invitation, que le nom du prix était associé à celui d'une marque, Raja, multinationale de l'emballage et partenaire-sponsor du festival. Il nous paraît inapproprié qu'une marque industrielle soit associée à un prix récompensant la

Après les contestations artistiques et sociales multiples lors des deux dernières éditions en public (2019 et 2020), le Festival d'Angoulême qui se tiendra du 17 au 20 mars est à nouveau contesté par une lame de fond environnementale, qui traduit bien mieux la réalité profonde du pays que le spectacle nauséabond représenté par les «ténors» de l'élection présidentielle.

bande dessinée écologiste à des fins de communication et de promotion de son image.»

Dans le jury, il faut dire qu'il y avait les scientifiques Sophie Szopa et Roland Lehoucq, la journaliste Inès Léraud bien connue de nos lecteurEs pour son combat héroïque contre les algues vertes, ainsi que de l'activiste étudiante Camille Étienne. «Nous sommes unanimes à ne pas vouloir cautionner une démarche commerciale, à refuser de transformer notre action en promotion de l'entreprise», raconte Inès Léraud, «Raja est une entreprise qui fait des bénéfices sur de l'emballage. Il n'y a pas forcément de démarche écologique. L'écologie et le capitalisme peuvent être deux mondes opposés et on n'a pas envie que ce prix soit récupéré.»

Bien que les auteurs Blain et Davodeau¹ se soient également retirés du prix, la direction du Festival ne veut pas reculer (Raja est le sponsor financier numéro un du festival) aussi le prix continuerait de s'appeler Raja-Éco-Fauve, avec toutes les déclinaisons commerciales que cela implique. Jusqu'à quand?

Des remous pour le «Fauve de la BD alternative 2022»

Ça s'agite aussi du côté du jury du «Fauve de la BD alternative 2022».



On entend par bande dessinée alternative, l'édition aussi bien de petits magazines, plus communément appelés «fanzines», que de revues de bandes dessinées ou de collectifs édités par et pour des passionnés de bande dessinée. La BD alternative, c'est «l'aventure éditoriale de tous les possibles, des chemins de traverse. Si vous n'expérimentez pas, vous êtes voués à vous répéter. La production alternative est un empêchement de tourner en rond.»² Rappelons que Lewis Trondheim publiait régulièrement dans le fanzine *Le Léopard*, lauréat en 1990 et que le tandem Dupuy-Berberian est sorti de cette édition alternative dès 1982. Pour 2022, les 32 candidatures, venues de tous les

continents, sont toutes des recueils collectifs qui publient plusieurs auteurs différents, édités par des structures non professionnelles. Environnementalistes et anti-nucléaires y sont légion. Le jury de ce Prix international est constitué de sept personnalités qui ne s'en laissent pas compter elles aussi. On attend la suite au moment où Macron nous annonce une nuit nucléaire pour les années à venir.

Des problèmes rassurants

Toutes ces critiques, démissions et remises en cause doivent nous rassurer. L'esprit du festival BD d'Angoulême, quasi 50 ans plus tard, n'est pas mort. Que ce grand festival dépendant de sponsors financiers et subventions étatiques puisse sortir par le haut de toutes ces contradictions constituerait un exemple pour bien d'autres événements culturels. «À suivre», comme disait notre ami Tardi.

Sylvain Chardon

1 – Christophe Blain, co-auteur avec Jean-Marc Janovici du *Monde sans fin* (Dargaud), Étienne Davodeau, auteur du magnifique *Droit du sol* (Futuropolis). Romans graphiques déjà présentés dans *l'Anticapitaliste*. Signalons aussi qu'Étienne Lacroix a rejoint le mouvement, en demandant le retrait de son album *Urgence climatique*, publié avec le mathématicien Ivar Ekeland.

2 – Christophe Morin, toujours président, à ce jour, de ce jury alternatif.

Bande dessinée

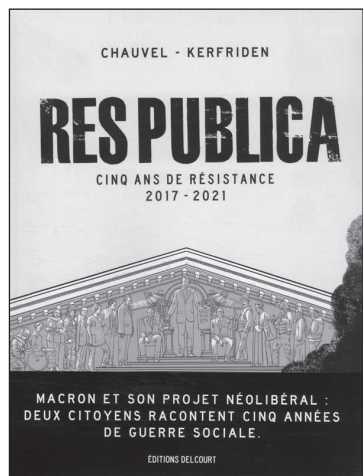
RES PUBLICA, de Chauvel et Kerfriden

Chauvel (scénariste) et Kerfriden (Illustrateur, coloriste), éditions Delcourt, 320 pages, 29,95 euros.

Le sous-titre plante le décor: «Cinq ans de résistance 2017-2021». Et de fait, *RES PUBLICA* (la chose publique) est un pavé jeté dans le marigot néolibéral du président Macron et de son monde! Évitez de l'emporter dans votre sac en manif, il pourrait être considéré, si vous êtes fouilléE (et vous serez fouilléE!) comme une arme par destination (1,184 kg, quand même)... À lire et à faire lire avant le 10 avril!

Un réquisitoire implacable

Rien n'échappe à ses auteurs: l'avènement de Macron, l'inéluctable construction de sa doctrine, sa filiation avec ce que le monde a connu de plus cohérent dans la catégorie (Reagan, Thatcher), le faisceau des forces qui l'amènent au pouvoir (le patronat, une partie significative de la gauche institutionnelle, une bonne partie de la droite classique). Quant au macronisme au pouvoir, dont ce livre constitue un bilan exhaustif, il est décrit, d'une manière très précise, comme la continuation de toutes les politiques libérales menées par la droite ou la gauche au pouvoir, et il est caractérisé pour ce qu'il est: un pouvoir «enfin» cohérent, conséquent, dont la seule préoccupation est d'en finir avec



l'exception française, de mener la guerre de classe et de gagner, au profit des possédants. Le président des riches est ici dépeint dans toute sa suffisante plénitude!

Un point de vue de classe

La grille de lecture des auteurs est incontestablement une grille de classe. À cet égard, l'analyse de la composition sociale de la Macronie, au gouvernement et à l'Assemblée nationale, la description de la casse de l'hôpital public, de l'implacable mécanique visant à remplir les poches des actionnaires au détriment des plus

pauvres, sont sans ambiguïté et sans concession. De la même façon, le très long développement consacré au mouvement des Gilets jaunes – dont la couleur s'affiche en couverture, et traverse de part en part tout l'ouvrage, souvent bordé du noir de la violente répression des blessures et mutilations! – en donne une lecture très fouillée en termes très «lutte des classes», très loin des discours impressionnistes qui ont fleuri dans la presse assimilant souvent ce mouvement à une sorte de néo-poujadisme.

La rue répond...

... résistance! Le contenu du livre honore son sous-titre, et la part belle est faite aux mouvements réels de notre camp social contre le rouleau compresseur du capital, aux différentes formes de résistance qui, envers et contre tout, ont continué à montrer que l'avènement du néolibéralisme le plus accompli n'a pas été – et ne sera sans doute jamais, dans ce pays – un long fleuve tranquille pour la bourgeoisie. Ainsi voit-on apparaître nombre de nos manifestations contre la casse des retraites, contre le racisme, contre la loi sécurité globale (dommage, la marche des sans-papiers n'est pas citée).

La violence et le racisme d'État

La démonstration minutieuse de la place de plus en plus importante de la violence de la part de l'État, au travers de la doctrine et des pratiques policières, dont le bilan détaillé est établi dans ces pages, complète le tableau. On y voit que la politique de ce gouvernement est, plus que jamais, imposée par la force à une population que l'on réduit au silence, et cela passe d'abord par les quartiers populaires, les pauvres, les personnes racisées, les opposantEs les moins gérables – comme les Gilets jaunes – pour s'étendre peu à peu à tout notre camp social!

Vincent Gibelin

COMMANDEZ TOUS
VOS LIVRES À LA

la-breche.com

27, rue Taine 75012 Paris

Tél. : 01 49 28 52 44

Lundi : 14 h – 20 h,
mardi au samedi : 12 h – 20 h

Cinéma

Un autre monde, de Stéphane Brizé

Film français, 1h36 min, sorti le 16 février.



Après la *Loi du marché* qui raconte la galère d'un chômeur, et *En guerre*, à propos de la lutte contre la fermeture d'une usine, voici *Un autre monde*, qui raconte la préparation d'un plan de licenciement dans une multinationale. Une sorte de trilogie, construite au fil des films, autour du même acteur principal, Vincent Lindon, comme un même personnage dans plusieurs peaux, mais avec la même souffrance, la même dignité, la même conscience ou encore la même révolte plus ou moins révélée contre un monde sans pitié.

Un cadre dans la tourmente capitaliste

Ce monde, c'est celui du marché qui domine et qui s'impose, c'est celui d'un capitalisme inhumain et broyeur de vies, une grosse machine qui ne fait pas de sentiment. Le nouveau film de Stéphane Brizé décrit une nouvelle fois avec précision, avec une rigueur «scientifique», les mécanismes de la domination, ceux de la logique froide patronale. Cette fois la victime se trouve du côté de la machine qui écrase. Un directeur d'usine ne peut plus continuer à être le simple exécutant de décisions qui ne lui apparaissent plus comme raisonnables ou justifiées. Alors il doute, il réfléchit, il conteste, il refuse. Il n'est pas complètement seul car d'autres cadres se posent des questions et commencent à fatiguer. Mais la pression est forte au sein des directions d'entreprises, ça ne rigole pas, tout est feutré, ça ne gueule pas comme dans une réunion syndicale ou dans une assemblée générale d'ouvriers en lutte (voir *En guerre*), mais c'est tout aussi violent, c'est dur, très dur. Manipulation psychologique, chantage aux sentiments, tout est bien fait pour casser le moindre questionnement, la moindre tentative de résistance.

Regard révolté sur la violence capitaliste

Scènes entre le directeur d'usine et ses cadres ou avec ses collègues dirigeants des autres usines, entre ces directeurs face à leurs dirigeants nationaux ou étatsuniens, scènes aussi entre le directeur qui commence à flancher et les syndicalistes ou les salariéEs de son usine: toutes les scènes sont terribles, d'une justesse extraordinaire, touTEs les comédiens jouent si naturellement, c'est comme une caméra posée, comme un documentaire. La souffrance est là en permanence, la violence aussi, qui frappent partout. Sans oublier les répercussions sur la vie privée, sur la famille, les cassures, les dégâts humains qui sont là, collatéraux et bien réels. Ce qui donne des scènes pleines d'émotions. C'est vrai pour les chômeurEs, les précaires ou les futurs licenciéEs, c'est vrai aussi pour les cadres. Certes, ce film de Stéphane Brizé, comme ses deux précédents, est dur, mais la dignité et l'humanité restent omniprésentes. Cet «autre monde» est peut-être celui de l'entreprise si antidémocratique et si destructeur, ou peut-être celui dont on rêve, un monde sans exploitation, sans oppression, sans domination.

Ce regard révolté sur la violence capitaliste finit en douceur par un hommage à Anne Sylvestre, au générique de fin, avec sa belle chanson *Les gens qui doutent*. Des doutes oui mais beaucoup de certitudes aussi, notamment sur les combats anticapitalistes que nous avons à mener.

Philippe Poutou et Béatrice Walylo

Quelle responsabilité des médias dans la montée de l'extrême droite ?

Nous publions, avec l'aimable autorisation d'Acrimed (Action-critique-médias), le propos introductif à la journée « Médias et extrême droite », co-organisée par Acrimed et VISA (Vigilance et initiatives syndicales antifascistes) le 12 février à Paris.

C'est peu dire qu'il y a urgence. Nous voulions à ce titre commencer cette journée par une modeste énumération...

« Le Pen version "gentille" : êtes-vous séduits ? »

Vendredi et samedi derniers, BFM-TV mettait en scène un « match des meetings » entre Le Pen et Zemmour, axant la quasi-totalité de son agenda sur le commentaire sportif de leurs prestations.

Dimanche, le *Parisien* consacrait sa seconde « Une » en deux semaines à la course entre Zemmour et Le Pen, au prétexte d'un énième sondage, donnant les deux candidats d'extrême droite « à égalité pour la première fois ».

Lundi matin sur France Inter, première matinale du pays rassemblant plusieurs millions d'auditeurs, Zemmour déclarait qu'« il ne peut pas y avoir deux civilisations sur un même territoire » sans la moindre réaction des deux animateurs, Nicolas Demorand et Léa Salamé ; déclarait que « Roubaix », « Trappes, Viry-Châtillon, Vitry » et « toutes les banlieues » étaient « l'Afghanistan » sans la moindre réaction des deux animateurs ; déclarait que Pétain et le régime de Vichy ont « protégé les juifs français » sans la moindre réaction des deux animateurs ; déclarait que l'audiovisuel public faisait de la « propagande antifrançaise, immigrationniste, LGBT et woke », sans la moindre réaction des deux animateurs.

Lundi midi sur RMC, une bande de chroniqueurs débattait de la question « Le Pen version "gentille" : êtes-vous séduits ? », en référence au « récit de vie » livré par la candidate à la fin de son meeting du week-end. Quelques heures plus tôt, la même question rythmait l'émission des « Grandes gueules », diffusée sur la même chaîne, après avoir déjà fait l'objet de dizaines d'articles de presse : « Présidentielle 2022 : en meeting à Reims, Marine Le Pen joue la carte de la confiance » titrait par exemple France Info le 6 février.

Lundi soir, sur France 2, Marine Le Pen était l'invitée du deuxième JT le plus regardé du pays, de nouveau questionnée par Nathalie Saint Cricq sur sa « confession intime » : « Un exercice auquel vous ne vous aviez pas spécialement habitués » lui disait cette grande journaliste politique du service public, avant d'embrayer : « Est-ce que c'est pour susciter l'empathie ou est-ce que c'est pour fendre cette fameuse armure, ce pontif dont on accuse Valérie Pécresse de ne pas être capable ? » Etc. Etc.

Un boulevard pour l'extrême droite

Jour après jour, l'extrême droite se voit offrir un boulevard par les médias dominants, qui parachèvent la normalisation d'un courant politique raciste, autoritaire, fascisant, et repoussent toujours plus loin la banalisation de leurs représentants. Et je parle sciemment des médias dominants, car c'est là l'un des enjeux de cette journée. On l'a vu, les exemples précédemment cités ne proviennent pas d'un plateau de CNews, ne sont pas extraits d'un échange chez Hanouna sur C8, ni



même d'aucun média appartenant au vaste empire de Vincent Bolloré. Le dire d'emblée ne revient pas à relativiser le problème que cet empire représente du point de vue de l'information, ni l'influence ou les influences qu'il peut avoir dans le débat public et dans le champ médiatique. Cela ne revient pas non plus à relativiser la spécificité des médias Bolloré, c'est-à-dire à les mettre sur le même plan que les autres. Nous l'avons écrit maintes et maintes fois : ils sont à l'avant-poste de la réaction et portent à leur paroxysme tous les travers du système médiatique. Leur promotion intentionnelle et/ou objective de l'extrême droite ne trompe plus personne et s'avère d'autant plus problématique que ces canaux de la haine se construisent et prospèrent sur des purges voire des destructions des rédactions pré-existantes, sur des politiques de management ultra-autoritaires et sur des politiques d'austérité budgétaire – qui n'oublent pas, cependant, d'engraisser les têtes d'affiche. Ce préambule vise en revanche à ne pas faire des médias Bolloré l'exception ou l'anomalie d'un système médiatique qui serait par ailleurs en bonne santé, où règnerait le pluralisme et où se produirait une information indépendante et de qualité partout. Beaucoup de médias ont récemment cité une partie du travail salubre de la chercheuse Claire Sécaïl concernant le temps d'antenne réservé à l'extrême droite sur C8. Les mêmes ont, en même temps, oublié d'autres études... Notamment celle du chercheur Nicolas Hervé, qui élargit la focale aux JT du soir et matinales radio. Son comptage du nombre d'occurrences des noms des différents candidats permet de déceler rapidement de qui parlent les médias. Et les résultats sont éloquentes, nous enseignant que la majorité présidentielle et l'extrême droite trustent les deux premières places, suivies par la droite, tandis que la gauche – entendue au sens très large du terme –, ses propositions et ses thèmes de lutte, se contente systématiquement des miettes.

Qui impose quoi à qui ? Et qui invite qui ?

Une polarisation de l'agenda dans le prolongement du « duel Macron/Le Pen », dont les grands médias co-construisent sans relâche « l'actualité » depuis la dernière élection présidentielle. C'est donc une fenêtre particulièrement déformée de la société qu'ils nous proposent : d'un côté, le maintien de l'ordre économique et social inégalitaire continue

d'aller bon train, les fables d'un chômage en baisse sont récitées matin, midi et soir par tous les chroniqueurs économiques que compte notre paysage audiovisuel tellement diversifié ; de l'autre côté, qui partage avec le premier l'impérieuse nécessité de ne pas toucher un cheveu du grand capital, on excite les peurs et on attise la haine.

Je parlais d'agenda. C'est là l'un des pouvoirs des médias dominants, que l'on dit dominants précisément parce qu'ils exercent ce pouvoir dans le même sens. L'énumération initiale nous en a donné un bel aperçu, autant qu'elle permet de pointer d'autres mécanismes structurels et pratiques ordinaires du journalisme, et en particulier du journalisme politique, qui contribuent depuis des décennies à la banalisation de l'extrême droite et à l'appauvrissement considérable du débat public en général : la focalisation sur la tambouille politicienne, la sondomanie aiguë, le suivisme vis-à-vis de la communication politique, les interviews sous forme de passe-plat, le mimétisme et la circulation circulaire de l'information, la peopolisation et le mélange des genres, la centralité des thématiques fétiches de l'extrême droite et de la droite identitaire.

Vous l'aurez toutes et tous entendu au moins une fois au cours de ces derniers mois : les grands journalistes nous répètent à l'envi que l'extrême droite a réussi à « imposer » ses thèmes et à « s'inviter » dans le débat. Mais qui impose quoi à qui ? Et qui invite qui ?

Face à ce genre de naturalisation, il est grand temps de faire apparaître l'anémie du pluralisme, le flux et le ronron réactionnaires permanents pour ce qu'ils sont : le résultat de politiques, de pratiques et de choix éditoriaux qui, précisément, pourraient être différents. La couverture

de la campagne présidentielle n'y est pas pour rien : à la fois indigente du point de vue de l'information et de l'animation du débat démocratique, inconséquente au regard des « effets de loupe » qu'elle exerce et plus que délétère dans le climat qu'elle entretient : une légitimation du racisme et de la xénophobie, qui n'est sans doute pas pour rien dans la multiplication des violences de rue, des actes islamophobes et racistes auxquels se livre l'extrême droite en toute impunité.

Poser la question politique de la transformation des médias

Mais le « RN-parti-comme-les-autres » ne s'est pas fait « médiatiquement » en un jour, pas plus qu'Éric Zemmour n'est tombé du ciel sur un plateau de télé en septembre 2021. Le second a mis à profit un capital médiatique acquis de très longue date, avec la complicité de l'audiovisuel public et privé ayant décuplé la voix que lui réservait historiquement la presse de droite. Le RN continue quant à lui de récolter les fruits de dix années de « dédialisation », phénomène largement performatif, passé d'une prophétie médiatique oralisant la communication du parti par et sur lui-même à une mise en pratique chronique de la part des grands médias.

Tout cela implique de réfléchir sur le temps long et à la manière dont se sont reconfigurés les champs politique et journalistique. Comprendre quels mécanismes et quel fonctionnement structurel des médias font que nous en sommes là aujourd'hui. Informer et poser la question politique de la transformation et de la réappropriation démocratique des médias sont les deux pieds sur lesquels marche notre association depuis 1996. Nous associer à VISA aujourd'hui relève du combat politique que nous menons depuis.

L'image de la semaine



Vu ailleurs

PÉNURIE DE PLASTIQUE À L'HÔPITAL.

À cause de la pénurie de matières premières, le plastique se fait de plus en plus rare et avec lui les tubes de prélèvement biologiques.

La pénurie des matières premières touche des actes médicaux et biologiques du quotidien. À Strasbourg, une consigne a été passée aux médecins de l'hôpital : prescrire moins de prises de sang, car les livraisons de tubes de prélèvement en plastique se font de plus en plus rares.

Et pour les explications, le service de biologie du CHU de Strasbourg n'y va pas par quatre chemins. « Nous sommes confrontés à une pénurie mondiale de plastique. Tous les tubes très fréquemment utilisés sont impactés », détaille le mail interne envoyé aux médecins.

« Nous vous demandons de limiter autant que possible les prescriptions de biologie. » Réduire les prises de sang ? Un médecin de l'établissement, étonné, nous confie qu'il se voit mal le faire.

Le syndicat des biologistes des hôpitaux confirme : les tensions d'approvisionnement sur ces tubes de prélèvement sont récurrentes depuis deux ans, soit depuis le début de la crise Covid. Mais pour sa présidente, Carole Poupon, seuls certains hôpitaux sont touchés aujourd'hui, car les tensions ne concernent que certains fournisseurs.

Pour autant, se tourner dans l'urgence vers un autre fournisseur n'est pas si simple : « Nous sommes des laboratoires accrédités, explique Carole Poupon. L'accréditation se fait sur la base de dossiers pour utiliser un type de tube. Si on change de tube, il faudrait refaire des dossiers. Alors, en situation de crise, il peut y avoir une tolérance, c'est évident, mais c'est compliqué. »

Le plastique n'est pas le seul composant qui manque régulièrement : l'inox aussi, acier nécessaire pour fabriquer les aiguilles des seringues.

Solenne Le Hen, « Confronté à une pénurie de plastique, le CHU de Strasbourg demande aux médecins « de limiter » les prises de sang », France Info, 11 février 2022.

l'Anticapitaliste

Pour découvrir notre presse, profitez de notre promotion d'essai :

12€ = 3 MOIS D'HEBDO
ainsi qu'un numéro cadeau de notre revue mensuelle

s'abonner par chèque, cochez la formule d'abonnement retenue et et renvoyez-nous le formulaire accompagné de votre règlement (**chèque à l'ordre de NSPAC**) à : NSPAC, 2 rue Richard-Lenoir - 93108 Montreuil Cedex

FRANCE ET DOM-TOM

Tarif standard	Jeunes/chômeurs/précaires			
Hebdo ☐ 6 mois 35 € ☐ 1 an 70 €	☐ 6 mois 25 €	☐ 1 an 50 €	☐ 6 mois 20 €	☐ 1 an 40 €
Mensuel ☐ 6 mois 25 € ☐ 1 an 50 €	☐ 6 mois 12,5 €	☐ 1 an 25 €	☐ 6 mois 10 €	☐ 1 an 20 €
Hebdo + Mensuel ☐ 6 mois 60 € ☐ 1 an 120 €	☐ 6 mois 45 €	☐ 1 an 90 €	☐ 3 mois 12 €	

Promotion d'essai Hebdo + 1 Mensuel offert

ÉTRANGER

Joindre la diffusion au 01-48-70-42-31 ou par mail : diffusion.presse@npa2009.org

s'abonner par prélèvement automatique, cochez la formule de prélèvement retenue et renvoyez-nous le formulaire accompagné d'un RIB à : NSPAC, 2 rue Richard-Lenoir - 93108 Montreuil Cedex

Tarif standard	Mensuel	Hebdo + Mensuel
Hebdo ☐ 17,5 € par trimestre	☐ 12,5 € par trimestre	☐ 30 € par trimestre

Tarif jeunes/chômeurs/précaires	Mensuel	Hebdo + Mensuel
Hebdo ☐ 12,5 € par trimestre	☐ 10 € par trimestre	☐ 22,5 € par trimestre

Titulaire du compte à débiter

Nom : Prénom :
Adresse :
Code postal : Ville :
Mail :

Désignation du compte à débiter

IBAN :
BIC :

Mandat de prélèvement SEPA

En signant ce formulaire, vous autorisez NSPAC à envoyer des instructions à votre banque pour débiter votre compte, conformément aux instructions. Vous bénéficiez du droit d'être remboursé par votre banque selon les conditions décrites dans la convention que vous avez passée avec celle-ci. Une demande de remboursement doit être présentée dans les huit semaines suivant la date de débit de votre compte pour un prélèvement autorisé.

Número ICS : FR43ZZZ554755

Date : Signature obligatoire

www.npa2009.org